

No. 33537

FRANCE
and
UNITED STATES OF AMERICA

Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and capital (with exchange of notes). Signed at Paris on 31 August 1994

Authentic texts: French and English.

Registered by France on 23 January 1997.

FRANCE
et
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec échange de notes). Signée à Paris le 31 août 1994

Textes authentiques : français et anglais.

Enregistrée par la France le 23 janvier 1997.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, désireux de conclure une nouvelle convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

PERSONNES CONCERNÉES

La présente Convention ne s'applique qu'aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants, à moins qu'elle n'en dispose autrement.

ARTICLE 2

IMPÔTS VISES

1. Les impôts auxquels s'applique la présente Convention sont :

a) En ce qui concerne la France :

les impôts perçus pour le compte de l'Etat, quel que soit le système de perception, sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers ainsi que les impôts sur les plus-values, et notamment :

i) l'impôt sur le revenu ;

ii) l'impôt sur les sociétés ;

iii) la taxe sur les salaires, régie par les dispositions de la Convention applicables, suivant les cas, aux bénéfices des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes ; et

iv) l'impôt de solidarité sur la fortune ;

(ci-après dénommés "impôt français") ;

¹ Entrée en vigueur le 30 décembre 1995 par notification, conformément à l'article 33.

b) En ce qui concerne les Etats-Unis :

- i) les impôts fédéraux sur le revenu prévus par l'"Internal Revenue Code" (à l'exclusion des prélèvements de sécurité sociale), et
 - ii) les droits d'accise sur les primes d'assurance payées à des assureurs étrangers et les droits d'accise concernant les fondations privées ;
- (ci-après dénommés "impôt américain").

Toutefois, la Convention ne s'applique aux droits d'accise sur les primes d'assurance payées à des assureurs étrangers que dans la mesure où les risques couverts par ces primes ne sont pas réassurés auprès d'une personne qui ne peut être exonérée de tels droits en vertu des dispositions de la Convention ou de toute autre convention qui s'applique à ces impôts.

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives, ainsi que les documents officiels publiés concernant l'application de la Convention y compris les exposés des motifs, les instructions, les rescrits et les décisions de justice.

ARTICLE 3

DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention :

- a) l'expression "Etat contractant" désigne, suivant les cas, la France ou les Etats-Unis ;
- b) le terme "France" désigne la République française, et, dans son acception géographique, les départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;
- c) le terme "Etats-Unis" désigne les Etats-Unis d'Amérique, mais ne comprend pas Porto Rico, les Iles vierges, Guam ni aucun autre territoire ou possession des Etats-Unis. Dans son acception géographique, il désigne les Etats membres et le district de Columbia y compris la mer territoriale adjacente à ces Etats membres, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, les Etats-Unis d'Amérique ont des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;
- d) le terme "personne" comprend notamment les personnes physiques et les sociétés ;
- e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;
- f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans un Etat contractant ;

h) l'expression "autorité compétente" désigne :

i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;

ii) dans le cas des Etats-Unis, le secrétaire au Trésor ou son représentant.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal de cet Etat, à moins que les autorités compétentes ne s'entendent, conformément aux dispositions de l'article 26 (Procédure amiable), sur une signification commune.

ARTICLE 4

RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son siège social, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. a) La France ne considère un citoyen des Etats-Unis ou un étranger admis à séjourner en permanence aux Etats-Unis (en tant que titulaire de la "carte verte") comme un résident des Etats-Unis au sens du paragraphe 1 que lorsque cette personne physique y séjourne à titre principal ou serait un résident des Etats-Unis et non d'un Etat tiers en application des principes des a) et b) du paragraphe 3.

b) L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend :

i) cet Etat, ses subdivisions politiques dans le cas des Etats-Unis, ses collectivités locales et les personnes morales de droit public de cet Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales ;

ii) même s'ils sont exonérés d'impôt sur le revenu dans cet Etat, les "trusts" de retraite et les autres organismes constitués dans cet Etat et établis exclusivement aux fins d'administrer des fonds ou de verser des prestations en matière de retraite ou d'avantages sociaux au profit des salariés, et qui sont constitués ou patronnés ("sponsored") par une personne qui est un résident de cet Etat au sens du présent article, ainsi que les organismes sans but lucratif constitués et établis dans cet Etat, à condition que la législation de cet Etat ou, dans le cas des Etats-Unis, de l'une de ses subdivisions politiques, limite la jouissance et la disposition des biens de ces organismes, à la fois durant leur existence et lors de leur dissolution ou liquidation, à la réalisation de l'objet qui fonde leur exonération d'impôt sur le revenu ;

iii) dans le cas de la France, les sociétés d'investissement à capital variable et les fonds commun de placement ; dans le cas des Etats-Unis, les sociétés, trusts ou fonds dénommés "regulated investment company", "real estate investment trust" et "real estate mortgage investment conduit" ; et les entités d'investissement similaires agréées d'un commun accord par les autorités compétentes des Etats contractants ;

iv) les "partnerships" et autres entités transparentes similaires, les "estates", et les "trusts" non visés aux ii) et iii), mais seulement dans la mesure où leurs revenus sont soumis à l'impôt dans l'Etat contractant en tant que revenus d'un résident, soit au niveau de ces "partnerships" ou entités transparentes similaires, de ces "estates" ou de ces "trusts", soit au niveau de leurs associés, bénéficiaires ou constituants, étant précisé que les sociétés de personnes, les groupements d'intérêt économique ou les groupements européens d'intérêt économique constitués en France, qui ont leur siège de direction effective en France et n'y sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, sont traités comme des "partnerships" aux fins de l'impôt des Etats-Unis pour l'octroi des avantages de la Convention.

3. Lorsque, selon les dispositions des paragraphes 1 et 2, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

4. Lorsque, selon les dispositions des paragraphes 1 et 2, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes s'efforcent de trancher la question d'un commun accord, compte tenu du siège de direction effective de cette personne, de son siège social et de tout autre élément pertinent. A défaut d'un tel accord, cette personne n'est pas considérée comme un résident de l'un ou l'autre Etat contractant pour l'octroi des avantages de la Convention.

ARTICLE 5

ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaire par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction ;
- b) une succursale ;
- c) un bureau ;

d) une usine ;

e) un atelier ; et

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. L'expression "établissement stable" comprend également un chantier de construction ou de montage, une installation de forage ou un navire de forage utilisés pour l'exploration – ou la préparation de l'extraction – de ressources naturelles, mais seulement si la durée du chantier, ou la durée d'utilisation de l'installation ou du navire, dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activité mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne –autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6– agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6**REVENUS IMMOBILIERS**

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les options, promesses de vente et droits semblables relatifs aux biens immobiliers, les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles. Les navires et les aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société donne au propriétaire résident d'un Etat contractant la jouissance de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant et détenus par cette société, les revenus que ce propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet autre Etat dans la mesure où ils y seraient soumis à l'impôt en application de la législation interne de cet Etat si le propriétaire était un résident de cet Etat. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent nonobstant les dispositions des articles 7 (Bénéfices des entreprises) et 14 (Professions indépendantes).

6. Un résident d'un Etat contractant qui est soumis à l'impôt dans l'autre Etat contractant à raison de revenus provenant de biens immobiliers situés dans cet autre Etat peut opter pour l'imposition de ces revenus sur une base nette, si ce régime n'est pas déjà prévu par la législation interne de cet autre Etat.

ARTICLE 7**BENEFICES DES ENTREPRISES**

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement

stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses qui ont un lien raisonnable avec ces bénéfices, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration, que ces dépenses soient exposées dans l'Etat où est situé cet établissement stable ou ailleurs.

4. Un associé d'un "partnership" est considéré comme ayant réalisé des revenus ou bénéficié de déductions dans la mesure de sa part des résultats du "partnership" telle qu'elle est prévue par l'accord d'association (à condition que les attributions spéciales de résultats aient un fondement économique réel). Le caractère – y compris la source et l'imputabilité à un établissement stable – de tout élément de revenu ou de toute déduction attribuables à un tel associé est déterminé comme si l'associé avait réalisé ces éléments de revenu ou bénéficié de ces déductions de la même manière que le "partnership" les a réalisés ou en a bénéficié.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable ne comprennent que les bénéfices résultant de l'actif ou des activités de l'établissement stable et sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Les bénéfices imputables à un établissement stable au cours de son existence conformément aux dispositions du présent article sont imposables dans l'Etat contractant où cet établissement stable est situé, même si les paiements sont différés jusqu'à ce que cet établissement stable ait cessé d'exister.

8. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Pour l'application des dispositions du présent article, les bénéfices tirés de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs comprennent :

- a) les bénéfices que l'entreprise tire de la location de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, tout armés et équipés ou coque nue, si ces navires ou aéronefs sont exploités en trafic international par le locataire ou si ces bénéfices sont accessoires à ceux qui sont visés au paragraphe 1 ; et
- b) les bénéfices que l'entreprise tire de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs exploités en trafic international (y compris les remorques, péniches et équipements connexes pour le transport de tels conteneurs) si ces bénéfices sont accessoires à ceux qui sont visés au paragraphe 1.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent également aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9

ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que cet autre Etat reconnaît que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, cet autre Etat procède, suivant les dispositions de l'article 26 (Procédure amiable), à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 10

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si leur bénéficiaire effectif est une société qui détient :

i) directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident de France ;

ii) directement au moins 10 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident des Etats-Unis ;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du a) ne s'appliquent pas dans le cas de dividendes payés par une société des Etats-Unis dénommée "regulated investment company" ou un "trust" des Etats-Unis dénommé "real estate investment trust", ou par une société d'investissement à capital variable française. Lorsqu'il s'agit de dividendes payés par une société des Etats-Unis dénommée "regulated investment company" ou par une société d'investissement à capital variable française, les dispositions du b) s'appliquent. Lorsqu'il s'agit de dividendes payés par un "trust" des Etats-Unis dénommé "real estate investment trust", les dispositions du b) ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes est une personne physique qui détient moins de 10 pour cent des droits dans ce trust ; sinon, le taux de retenue à la source prévu par la législation interne des Etats-Unis s'applique.

3. Les dispositions du paragraphe 2 n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

4. a) Un résident des Etats-Unis qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal") sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au b) du paragraphe 2.

b) Les dispositions du a) ne s'appliquent qu'à un résident des Etats-Unis qui est :

i) une personne physique ou une autre personne qui n'est pas une société ; ou

ii) une société autre qu'une société dénommée "regulated investment company", et qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ; ou

iii) une société dénommée "regulated investment company" qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, et dont moins de 20 pour cent des actions ou parts sont détenues par des personnes qui ne sont ni des citoyens ni des résidents des Etats-Unis.

c) Les dispositions du a) ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes est soumis à l'impôt des Etats-Unis sur le revenu à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français.

d) Nonobstant les dispositions des b) et c), les dispositions du a) s'appliquent aussi aux "partnerships" et aux "trusts" mentionnés au iv) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident), mais uniquement dans la mesure où leurs associés, bénéficiaires ou constituants remplissent les conditions requises aux i) ou (ii) du b) et au c) du présent paragraphe.

e) i) Un résident des Etats-Unis visé au ii), qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital d'une société qui est un résident de France et qui reçoit des dividendes payés par cette société, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt (avoir fiscal) s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français égal à trente quatre-vingt cinquièmes du montant de ce crédit d'impôt ("avoir fiscal") sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au b) du paragraphe 2.

- ii) Les dispositions du i) s'appliquent :
 - aa) aux personnes visées au i) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident), en ce qui concerne les dividendes qu'elles reçoivent au titre de placements de retraite ;
 - bb) aux "trusts" de retraite et aux autres organismes visés au ii) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident) ;
 - cc) aux personnes physiques, en ce qui concerne les dividendes dont elles sont les bénéficiaires effectifs et qu'elles reçoivent au titre de leurs placements dans le cadre d'un régime de retraite dans lequel les cotisations versées ou les revenus capitalisés bénéficient d'un avantage fiscal selon la législation des Etats-Unis.
 - f) Les montants bruts des paiements du Trésor français visés aux a), d) et e) sont considérés comme des dividendes pour l'application de la présente Convention.
 - g) Les dispositions des a), d) et e) ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes établit, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire des actions ou parts au titre desquels les dividendes sont payés et que la détention de ces actions ou parts n'a pas comme objet principal ou comme un de ses objets principaux de permettre à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, de tirer avantage des dispositions du présent paragraphe.
 - h) Lorsqu'un résident des Etats-Unis qui reçoit des dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui sont payés par une société qui est un résident de France n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au a), il peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Lorsque ce résident a droit au paiement du Trésor français visé au e), le remboursement du précompte est diminué du montant de ce paiement du Trésor français. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.
 - i) Les autorités compétentes peuvent fixer les règles nécessaires à l'application des dispositions du présent paragraphe et définir et déterminer plus précisément les modalités et les conditions dans lesquelles sont effectués les paiements prévus aux a), d) et e).
5. a) Le terme "dividende" désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident ; et les revenus provenant d'arrangements, y compris les créances, qui donnent droit de participer, ou font référence, aux bénéfices de l'émetteur ou de l'une de ses entreprises associées telles qu'elles sont définies aux a) ou b) du paragraphe 1 de l'article 9 (Entreprises associées), dans la mesure où ces revenus sont considérés comme des dividendes par la législation de l'Etat contractant d'où ils proviennent. Le terme "dividende" ne comprend pas les revenus visés à l'article 16 (Jetons de présence).
- b) Les dispositions du présent article s'appliquent lorsqu'un bénéficiaire effectif de dividendes détient des certificats de dépôt attestant la détention des actions ou parts au titre desquelles les dividendes sont payés, au lieu des actions ou parts elles-mêmes.
6. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen

d'une base fixe qui y est située, et que les dividendes sont imputables à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 14 (Professions indépendantes), suivant les cas, sont applicables.

7. a) Une société qui est un résident d'un Etat contractant et qui a un établissement stable dans l'autre Etat contractant, ou qui est soumise à l'impôt sur une base nette dans cet autre Etat à raison d'éléments de revenu qui sont imposables dans cet autre Etat conformément aux dispositions de l'article 6 (Revenus immobiliers) ou du paragraphe 1 de l'article 13 (Gains en capital), est imposable dans cet autre Etat à un impôt qui s'ajoute aux autres impôts que la Convention permet d'appliquer. Toutefois, cet impôt additionnel ne peut excéder 5 pour cent de la part des bénéfices de la société imputable à l'établissement stable – ou de la part des éléments de revenu mentionnés dans la phrase précédente qui sont imposables conformément aux dispositions de l'article 6 ou du paragraphe 1 de l'article 13 – qui :

i) en ce qui concerne la France, constitue la base de la retenue à la source française, conformément aux dispositions de l'article 115 quinquiés du code général des impôts ou d'autres dispositions similaires qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet article ;

ii) en ce qui concerne les Etats-Unis, représente le "montant équivalent à des dividendes" (dividend equivalent amount) de ces bénéfices ou de ces éléments de revenu, conformément aux dispositions de l'"Internal Revenue Code" telles qu'elles peuvent être amendées sans que leur principe général en soit modifié.

b) Les impôts visés au a) s'appliquent également aux bénéfices, ou aux éléments de revenu imposables conformément aux dispositions de l'article 6 (Revenus immobiliers) ou du paragraphe 1 de l'article 13 (Gains en capital), qui sont visés au a) et qui sont imputables aux activités exercées dans un Etat contractant par un "partnership", ou une entité soumise à un régime fiscal analogue par la législation de cet Etat, pour la part attribuable à une société qui est un associé ou membre de ce "partnership" ou entité et qui est un résident de l'autre Etat contractant.

8. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où les dividendes sont imputables à un établissement stable, ou une base fixe, situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

ARTICLE 11

INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 :

- a) les intérêts provenant d'un Etat contractant, qui sont déterminés par référence aux bénéfices de l'émetteur ou de l'une de ses entreprises associées telles qu'elles sont définies aux a) ou b) du paragraphe 1 de l'article 9 (Entreprises associées) et qui sont payés à un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat ;

b) toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, le montant brut des intérêts est imposable à un taux qui ne peut excéder le taux prévu au b) du paragraphe 2 de l'article 10 (Dividendes).

3. Le terme "intérêts" désigne les revenus des créances de toute nature, assortis ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que les autres revenus soumis au régime des revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat contractant d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme "intérêts" ne comprend pas les revenus définis à l'article 10 (Dividendes). Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que les intérêts sont imputables à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 14 (Professions indépendantes), suivant les cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances définies au a) du paragraphe 4, qui proviennent d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans cet autre Etat.

4. Le terme "redevances" désigne :

- a) les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique ou d'un droit voisin (y compris les droits de reproduction et de représentation), d'un film cinématographique, d'un enregistrement de sons ou d'images ou d'un logiciel ;
- b) les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou d'un autre droit ou bien similaire, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique ; et
- c) les gains qui proviennent de l'aliénation de biens ou droits mentionnés au présent paragraphe, et qui dépendent de la productivité, de l'utilisation ou de l'aliénation ultérieure de ces biens ou droits.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que les redevances sont imputables à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 14 (Profession indépendantes), suivant les cas, sont applicables.

6. a) Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat.

b) Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

c) Nonobstant les dispositions des a) et b), les redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un bien dans un Etat contractant sont considérées comme provenant de cet Etat.

d) Les redevances sont considérées comme payées au bénéficiaire effectif au plus tard lorsqu'elles sont comptabilisées en charge aux fins d'imposition dans l'Etat contractant d'où elles proviennent.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

GAINS EN CAPITAL

1. Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. Pour l'application des dispositions du paragraphe 1, l'expression "biens immobiliers situés dans un Etat contractant" désigne :

a) lorsque l'Etat contractant est la France :

i) les biens immobiliers visés à l'article 6 (Revenus immobiliers) qui sont situés en France ; et

ii) les actions, parts ou droits dans une société dont l'actif est constitué pour au moins 50 pour cent de biens immobiliers situés en France, ou tire au moins 50 pour cent de sa valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés en France ; et

iii) les droits dans un "partnership", une société de personnes, un groupement d'intérêt économique, un groupement européen d'intérêt économique (autres qu'un "partnership", une société de personnes, un groupement d'intérêt économique ou un groupement européen d'intérêt économique soumis à l'impôt français sur les sociétés), un "estate" ou un "trust", si et dans la mesure où ces droits tirent leur valeur de biens immobiliers situés en France ;

b) lorsque l'Etat contractant est les Etats-Unis, les biens immobiliers visés à l'article 6 (Revenus immobiliers) qui sont situés aux Etats-Unis ; les droits dénommés "United States real property interest" définis à la section 897 de l'"Internal Revenue Code", telle qu'elle peut être amendée sans que son principe général en soit modifié ; et les droits dans un "partnership", un "trust" ou un "estate", si et dans la mesure où ces droits tirent leur valeur de biens immobiliers situés aux Etats-Unis.

3. a) Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable ou d'une base fixe qu'une entreprise ou un résident d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat. Lorsque le transfert de tels biens mobiliers hors de l'autre Etat est considéré comme une aliénation de ces biens, les gains correspondant à la période écoulée jusqu'à la date de ce transfert sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation, et les gains correspondant à la période écoulée après cette date sont imposables dans le premier Etat selon sa législation.

b) Les gains imputables à un établissement stable ou à une base fixe au cours de son existence conformément aux dispositions du a) sont imposables dans l'Etat contractant où cet établissement stable, ou cette base fixe, est situé, même si les paiements sont différés jusqu'à ce que cet établissement stable, ou cette base fixe, ait cessé d'exister.

4. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant qui exploite des navires ou des aéronefs en trafic international tire de l'aliénation de ces navires ou aéronefs ou de biens mobiliers affectés à leur exploitation ne sont imposables que dans cet Etat.

5. Les gains mentionnés au c) du paragraphe 4 de l'article 12 (Redevances) sont imposables conformément aux dispositions de l'article 12.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5, les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que les biens visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 14

PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident n'exerce de telles activités dans l'autre Etat contractant et qu'il n'y dispose de façon habituelle d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Dans ce cas, les revenus sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe, et selon les principes contenus dans l'article 7 (Bénéfices des entreprises).

2. Les revenus imputables à une base fixe au cours de son existence conformément aux dispositions du paragraphe 1 sont imposables dans l'Etat contractant où cette base fixe est située, même si les paiements sont différés jusqu'à ce que cette base fixe ait cessé d'exister.

3. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

4. Les dispositions du paragraphe 4 de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) s'appliquent par analogie. En aucun cas, toutefois, il ne peut résulter de cette disposition ni de celles de l'article 4 (Résident) l'exonération par la France en vertu de l'article 24 (Elimination des doubles impositions) de plus de 50 pour cent des revenus gagnés d'un "partnership", attribuables à un résident de France. Le montant, attribuable à un tel associé, des revenus qui, en raison de la phrase précédente seulement, ne bénéficient pas de l'exonération d'impôt résultant de l'article 24 (Elimination des doubles impositions) est déduit du montant des revenus gagnés du "partnership" provenant de France sur lesquels la France peut imposer les associés qui ne sont pas des résidents de France.

ARTICLE 15

PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16 (Jetons de présence), 18 (Pensions) et 19 (Rémunérations publiques), les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans l'année fiscale considérée ; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues par un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi salarié exercé en tant que membre de l'équipage régulier d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 16

JETONS DE PRESENCE

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit pour des services rendus dans l'autre Etat contractant en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de cet autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 17

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 (Professions indépendantes) et 15 (Professions dépendantes), les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat. Toutefois, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas lorsque le montant des recettes brutes tirées de ces activités par cet artiste ou ce sportif, y compris les dépenses qui lui sont remboursées ou qui sont supportées pour son compte, ne dépasse pas dix mille dollars des Etats-Unis ou l'équivalent en francs français pour l'année d'imposition considérée.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7 (Bénéfices des entreprises), 14 (Professions indépendantes) et 15 (Professions dépendantes), dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées. Toutefois, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas lorsqu'il est établi que ni l'artiste ou le sportif ni les personnes qui lui sont associées ou apparentées ne tirent de cet autre personne, directement ou indirectement, au titre de ces activités des revenus dont le total excède pour l'année d'imposition considérée le montant fixé au paragraphe 1.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste ou sportif, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant si la visite dans cet autre Etat est principalement financée, directement ou indirectement, par des fonds publics du premier Etat ou de l'une de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou de ses collectivités locales. Dans ce cas, ces revenus ne sont imposables que dans le premier Etat.

ARTICLE 18

PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 (Rémunérations publiques) :

a) à moins que les dispositions du b) ne soient applicables, les pensions et autres rémunérations similaires, comprenant toutes les sommes versées dans le cadre d'un régime de retraite, payées à un résident d'un Etat contractant qui en est le bénéficiaire effectif au titre d'un emploi antérieur, sous la forme de versements périodiques ou d'une somme globale, ne sont imposables que dans cet Etat ;

b) les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat. Les pensions et autres sommes payées en application de la législation française sur la sécurité sociale à un résident de France qui est un citoyen des Etats-Unis ne sont imposables qu'en France. L'expression "législation sur la sécurité sociale" comprend les régimes français de sécurité sociale à caractère obligatoire, et la loi des Etats-Unis intitulée "the Railroad Retirement Act".

2. a) Pour déterminer les revenus imposables d'une personne physique qui exerce une profession indépendante ou dépendante et qui est un résident d'un Etat contractant sans posséder la nationalité de cet Etat, les cotisations payées par cette personne physique ou pour son compte à un régime de retraite constitué, établi et reconnu fiscalement dans l'autre Etat contractant sont traitées de la même façon aux fins d'imposition dans le premier Etat que les cotisations à un régime de retraite constitué, établi et reconnu fiscalement dans ce premier Etat, à condition que le régime de retraite soit accepté par l'autorité compétente du premier Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite reconnu fiscalement dans cet Etat.

b) Pour l'application des dispositions du a) :

i) lorsqu'un régime de retraite des Etats-Unis est accepté par l'autorité compétente française comme correspondant de façon générale à un régime de retraite français à caractère obligatoire nonobstant ce caractère obligatoire, il est entendu que les cotisations au régime de retraite des Etats-Unis sont alors traitées aux fins d'imposition en France de la même façon que les cotisations au régime français à caractère obligatoire ; et

ii) lorsqu'un régime de retraite français à caractère obligatoire est accepté par l'autorité compétente des Etats-Unis comme correspondant de façon générale à un régime de retraite des Etats-Unis nonobstant ce caractère obligatoire, il est entendu que les cotisations au régime de retraite français sont alors traitées aux fins d'imposition aux Etats-Unis de la même façon que les cotisations au régime de retraite des Etats-Unis ; et

iii) un régime de retraite est reconnu fiscalement dans un Etat si les cotisations à ce régime donnent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

c) Les paiements reçus par un bénéficiaire au titre d'un régime visé au a) qui remplit les conditions requises au présent paragraphe sont compris dans les revenus de ce bénéficiaire aux fins d'imposition dans l'Etat contractant dont il est un résident, sous réserve des dispositions de l'article 24 (Elimination des doubles impositions), lorsque et dans la mesure où ces paiements sont considérés comme des revenus bruts par l'autre Etat contractant.

ARTICLE 19

REMUNERATIONS PUBLIQUES

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou l'une de ses collectivités locales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou l'une de ses collectivités locales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
3. Les dispositions des articles 14 (Professions indépendantes), 15 (Professions dépendantes), 16 (Jetons de présence), 17 (Artistes et sportifs) et 18 (Pensions) s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou l'une de ses collectivités locales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public.

ARTICLE 20

ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS

1. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant et qui, à l'invitation du gouvernement de cet autre Etat ou d'une université ou d'un autre établissement d'enseignement ou de recherche agréé situé dans cet autre Etat, séjourne dans cet autre Etat principalement afin d'enseigner ou d'effectuer des travaux de recherche, ou d'exercer ces deux activités, auprès d'une université ou d'un autre établissement d'enseignement ou de recherche agréé, n'est imposable que dans le premier Etat à raison des revenus qu'elle reçoit au titre des services personnels rendus dans le cadre de cet enseignement ou de ces travaux de recherche pendant une période n'excédant pas deux années à compter de la date de son arrivée dans l'autre Etat. Elle ne peut bénéficier qu'une seule fois des avantages du présent paragraphe.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus provenant de travaux de recherche si ces travaux ne sont pas entrepris dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou plusieurs personnes déterminées.

ARTICLE 21

ETUDIANTS ET STAGIAIRES

1. a) Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant est exonérée d'impôt dans cet autre Etat à raison des sommes visées au b) lorsqu'elle séjourne temporairement dans cet autre Etat dans le but principal :

- i) de poursuivre des études auprès d'une université ou d'un autre établissement d'enseignement agréé situé dans cet autre Etat, ou
- ii) d'effectuer un stage destiné à assurer la formation nécessaire à l'exercice d'une profession ou d'une spécialité professionnelle, ou
- iii) d'étudier ou d'effectuer des travaux de recherche en tant que bénéficiaire d'une bourse, allocation ou récompense reçue d'une organisation sans but lucratif gouvernementale, religieuse, charitable, scientifique, artistique, culturelle ou éducative.

b) Les sommes dont il est question au a) sont :

- i) les dons reçus de l'étranger pour couvrir les frais d'entretien, d'études, de recherche, ou de formation ; et
- ii) la bourse, l'allocation ou la récompense visées au iii) du a) ; et
- iii) les revenus provenant de services personnels rendus dans l'autre Etat et n'excédant pas cinq mille dollars des Etats-Unis ou l'équivalent en francs français au cours de l'année d'imposition considérée.

c) Les avantages prévus au présent paragraphe sont limités à la période de temps raisonnablement ou habituellement requise pour réaliser l'objet du séjour, mais une personne physique ne peut en aucun cas bénéficier des avantages du présent article et de l'article 20 (Enseignants et chercheurs) pendant plus de cinq années d'imposition au total.

d) Les dispositions du a) ne sont pas applicables aux revenus provenant de travaux de recherche si ces travaux ne sont pas entrepris dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou plusieurs personnes déterminées.

2. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant et qui séjourne temporairement dans cet autre Etat comme employé ou contractuel d'un résident du premier Etat dans le but principal :

- a) d'acquérir une expérience technique, professionnelle ou commerciale auprès d'une personne autre que ce résident du premier Etat, ou
- b) de poursuivre des études auprès d'une université ou d'un autre établissement d'enseignement agréé situé dans l'autre Etat,

est exonérée d'impôt dans cet autre Etat pendant une période de 12 mois consécutifs à raison des revenus provenant de services personnels rendus par elle et n'excédant pas au total huit mille dollars des Etats-Unis ou l'équivalent en francs français.

ARTICLE 22**AUTRES REVENUS**

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6 (Revenus immobiliers), lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 14 (Professions indépendantes), suivant les cas, sont applicables.

ARTICLE 23**FORTUNE**

1. a) La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6 (Revenus immobiliers) et situés dans un Etat contractant est imposable dans cet Etat.

b) La fortune constituée par des actions, parts ou droits dans une société dont l'actif est constitué pour au moins 50 pour cent de biens immobiliers situés dans un Etat contractant, ou tire au moins 50 pour cent de sa valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant, est imposable dans cet Etat.

c) Si et dans la mesure où l'actif d'une personne autre qu'une personne physique ou une société est constitué de biens immobiliers situés dans un Etat contractant, ou tire sa valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant, la fortune constituée par des droits dans une telle personne est imposable dans cet Etat.

2. La fortune d'une personne physique constituée par des actions, parts, ou droits (autres que les actions, parts ou droits visés aux b) ou c) du paragraphe 1) qui font partie d'une participation substantielle dans une société qui est un résident d'un Etat contractant est imposable dans cet Etat. On considère qu'il existe une participation substantielle lorsqu'une personne physique, seule ou avec des personnes apparentées, détient, directement ou indirectement, des actions, parts ou droits dont l'ensemble ouvre droit à au moins 25 pour cent des bénéfices de la société.

3. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

4. La fortune d'une entreprise d'un Etat contractant qui exploite des navires ou des aéronefs en trafic international, constituée par ces navires ou aéronefs ainsi que par des biens mobiliers affectés à leur exploitation, n'est imposable que dans cet Etat.

5. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

6. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, pour l'imposition au titre de l'impôt sur la fortune visé au iv) du a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Impôts visés) d'une personne physique qui est un résident de France et un citoyen des Etats-Unis sans posséder en même temps la nationalité française, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1er janvier de chacune des cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle elle devient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années. Si cette personne perd la qualité de résident de France pour une durée au moins égale à trois ans, puis redevient un résident de France, les biens situés hors de France qu'elle possède au 1er janvier de chacune des cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle elle redevient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années.

ARTICLE 24

ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante.

a) Les revenus qui proviennent des Etats-Unis, et qui sont imposables ou ne sont imposables qu'aux Etats-Unis conformément aux dispositions de la présente Convention, sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt américain n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

i) pour les revenus non mentionnés aux ii) et iii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;

ii) pour les revenus visés à l'article 14 (Professions indépendantes), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ; toutefois, pour les revenus visés au paragraphe 4 de l'article 14, ce crédit d'impôt ne peut avoir pour conséquence une exonération excédant la limite fixée dans ce paragraphe 4 ;

iii) pour les revenus visés à l'article 10 (Dividendes), à l'article 11 (Intérêts), à l'article 12 (Redevances), au paragraphe 1 de l'article 13 (Gains en capital), à l'article 16 (Jetons de présence) et à l'article 17 (Artistes et sportifs), au montant de l'impôt payé aux Etats-Unis conformément aux dispositions de la Convention ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Lorsque le bénéficiaire des revenus est une personne physique qui est à la fois un résident de France et un citoyen des Etats-Unis, le crédit d'impôt prévu au i) du a) est aussi accordé pour :

i) les revenus qui consistent en dividendes payés par une société qui est un résident des Etats-Unis, en intérêts provenant des Etats-Unis au sens du paragraphe 5 de l'article 11 (Intérêts) ou en redevances provenant des Etats-Unis au sens du paragraphe 6 de l'article 12 (Redevances), dont cette personne est le bénéficiaire effectif et qui sont payés par :

aa) les Etats-Unis, l'une de leurs subdivisions politiques, ou l'une de leurs collectivités locales ; ou

- bb) une personne constituée conformément à la législation d'un Etat membre des Etats-Unis ou du district de Columbia, dont la principale catégorie d'actions ou parts fait l'objet de transactions importantes et régulières sur un marché boursier réglementé défini au e) du paragraphe 6 de l'article 30 (Limitations des avantages de la Convention) ; ou
- cc) une société qui est un résident des Etats-Unis, à condition que moins de 10 % des droits de vote dans cette société soient détenus – directement ou indirectement – par le résident de France pendant toute la partie de l'exercice de cette société antérieure à la date de paiement du revenu à son bénéficiaire, et pendant l'exercice précédent (s'il a existé), et à condition que moins de 50 % de ces droits de vote soient détenus – directement ou indirectement – par des résidents de France au cours de la même période ; ou
- dd) un résident des Etats-Unis dont au plus 25 % du revenu brut de la période d'imposition précédente (si elle a existé) ont consisté – directement ou indirectement – en revenus ne provenant pas des Etats-Unis ;
- ii) les gains en capital provenant de l'aliénation de biens générant les revenus visés au i) ; toutefois, cette aliénation est prise en compte pour la détermination du seuil d'imposition applicable aux plus-values mobilières en France ;
- iii) les bénéfices ou gains provenant de transactions sur un marché public d'options ou à terme situé aux Etats-Unis ;
- iv) les revenus visés au a) du paragraphe 1 de l'article 18 (Pensions) pour la part qui se rapporte aux services rendus par le bénéficiaire de ces revenus alors que son principal lieu d'emploi se trouvait aux Etats-Unis ;
- v) les revenus qui seraient exonérés de l'impôt américain en application des articles 20 (Enseignants et chercheurs) ou 21 (Etudiants et stagiaires) si la personne physique n'était pas un citoyen des Etats-Unis ; et
- vi) les pensions alimentaires et les rentes viagères provenant des Etats-Unis.

Les dispositions du présent b) sont applicables uniquement si le résident de France qui est un citoyen des Etats-Unis prouve qu'il a satisfait à ses obligations relatives à l'impôt fédéral sur le revenu aux Etats-Unis, et après réception par l'administration fiscale française de toute attestation requise par l'autorité compétente française, ou sur demande en restitution de l'impôt payé formulée auprès de l'administration fiscale française et accompagnée de toute attestation requise par l'autorité compétente française.

- c) Un résident de France qui possède de la fortune imposable aux Etats-Unis conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 ou 3 de l'article 23 (Fortune) est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé aux Etats-Unis sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.
- d)
 - i) Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, l'expression "résident de France" comprend les sociétés de personnes, les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique, constitués en France et dont le siège de direction effective est situé en France.
 - ii) L'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a) désigne :

- aa) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;
 - bb) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.
 - iii) L'expression "montant de l'impôt payé aux Etats-Unis" employée au a) désigne le montant de l'impôt américain effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France bénéficiaire de ces revenus. Cette expression ne comprend pas le montant de l'impôt que les Etats-Unis peuvent prélever conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 29 (Dispositions diverses).
 - iv) Les dispositions interprétatives des ii) et iii) s'appliquent par analogie aux expressions "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" et "montant de l'impôt payé aux Etats-Unis", employées au c).
- e)
- i) Si la législation interne française autorise des sociétés qui sont des résidents de France à déterminer leurs bénéfices imposables en fonction d'une consolidation englobant notamment les résultats de filiales qui sont des résidents des Etats-Unis ou d'établissements stables situés aux Etats-Unis, les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à l'application de cette législation.
 - ii) Si, conformément à sa législation interne, la France détermine les bénéfices imposables de résidents de France en déduisant les déficits de filiales qui sont des résidents des Etats-Unis ou d'établissements stables situés aux Etats-Unis, et en intégrant les bénéfices de ces filiales ou de ces établissements stables à concurrence du montant des déficits déduits, les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à l'application de cette législation.
 - iii) Les dispositions de la Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'article 209 B de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet article.
2. a) En conformité avec les dispositions de la législation des Etats-Unis et sous réserve des limites qu'elle prévoit (telle que cette législation peut être amendée sans affecter les principes généraux ici posés), les Etats-Unis accordent aux citoyens ou aux résidents des Etats-Unis, comme crédit déductible de l'impôt américain sur le revenu :
- i) l'impôt français sur le revenu payé par ces citoyens ou résidents ou pour leur compte, et
 - ii) dans le cas d'une société des Etats-Unis qui détient au moins 10 % des droits de vote dans une société qui est un résident de France et dont la société des Etats-Unis reçoit des dividendes, l'impôt français sur le revenu payé par la société distributrice ou pour son compte au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
- b) Dans le cas d'une personne physique qui est à la fois un résident de France et un citoyen des Etats-Unis :
- i) les Etats-Unis accordent, comme crédit déductible de l'impôt américain sur le revenu, l'impôt français sur le revenu payé après l'octroi du crédit mentionné au iii) du a) du

paragraphe 1. Toutefois, le crédit ainsi déductible de l'impôt américain sur le revenu ne peut réduire la part de l'impôt américain sur le revenu qui est imputable sur l'impôt français sur le revenu conformément aux dispositions du iii) du a) du paragraphe 1 ;

- ii) les revenus visés au paragraphe 1 et ceux qui, si le contribuable n'était pas un citoyen des Etats-Unis, seraient exonérés de l'impôt américain sur le revenu en application de la Convention, sont considérés comme des revenus de source française dans la mesure nécessaire pour donner effet aux dispositions du i). Les dispositions du présent ii) ne s'appliquent à un revenu que dans la mesure où celui-ci est compris dans les revenus bruts pour le calcul de l'impôt français. Aucune disposition du présent b) relative à la source des revenus n'est applicable pour déterminer les crédits déductibles de l'impôt américain sur le revenu au titre d'impôts étrangers autres que l'impôt français sur le revenu tel qu'il est défini au e).
- c) Dans le cas d'une personne physique qui est un résident et un citoyen des Etats-Unis et qui possède la nationalité française, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 29 (Dispositions diverses) s'appliquent aux rémunérations et pensions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 19 (Rémunérations publiques), mais ces rémunérations et pensions sont considérées par les Etats-Unis comme des revenus de source française.
- d) Si, au titre d'une année d'imposition, un "partnership" dont un associé personne physique qui est un résident de France en fait le choix pour l'application de l'impôt américain, les revenus qui, en raison du paragraphe 4 de l'article 14, ne bénéficient pas de l'exonération de l'impôt français résultant du présent article sont considérés comme des revenus de source française. Le montant de ces revenus réduit (mais sans le rendre inférieur à zéro) le montant des revenus du "partnership" provenant de sources situées hors des Etats-Unis qui, autrement, aurait été attribué à des associés qui ne sont pas des résidents de France. Pour l'application de ce qui précède, la réduction s'applique d'abord aux revenus de source française puis aux autres revenus de sources situées hors des Etats-Unis. Si l'associé personne physique est à la fois un résident de France et un citoyen des Etats-Unis, les dispositions du présent d) ne peuvent aboutir à réduire l'impôt américain à un montant inférieur à celui dont le contribuable aurait été redevable s'il n'avait pas bénéficié des déductions ou des exonérations d'impôt attachées uniquement à son séjour ou à sa résidence hors des Etats-Unis.
- e) Au sens du présent paragraphe, l'expression "impôt français sur le revenu" désigne les impôts visés aux i) et ii) du a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Impôts visés), et les impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient.

ARTICLE 25

NON-DISCRIMINATION

1. Les personnes physiques qui sont des nationaux d'un Etat contractant et des résidents de l'autre Etat contractant ne sont soumises dans cet autre Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques qui sont des nationaux et des résidents de cet autre Etat, et qui se trouvent dans la même situation.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que

l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent en rien l'application par l'un ou l'autre Etat contractant des impôts mentionnés au paragraphe 7 de l'article 10 (Dividendes).

3. a) A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9 (Entreprises associées), du paragraphe 6 de l'article 11 (Intérêts) ou du paragraphe 7 de l'article 12 (Redevances) ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

b) Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien l'application de l'article 212 du code général des impôts français tel qu'il peut être amendé sans que son principe général en soit modifié, ou d'autres dispositions analogues qui s'ajouteraient ou se substitueraient à celles de cet article (y compris des dispositions analogues à celles qui sont applicables aux Etats-Unis), si et dans la mesure où cette application est compatible avec les principes contenus dans le paragraphe 1 de l'article 9 (Entreprises associées).

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2 (Impôts visés), aux impôts de toute nature ou dénomination d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou de ses collectivités locales.

ARTICLE 26

PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais ou les limitations de procédure prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. En particulier, elles peuvent s'entendre pour :

- a) imputer de manière identique les bénéfices revenant à un résident d'un Etat contractant et à son établissement stable situé dans l'autre Etat contractant ;
- b) attribuer de manière identique les revenus revenant à un résident d'un Etat contractant et à toute entreprise associée visée au paragraphe 1 de l'article 9 (Entreprises associées) ;
- c) déterminer de manière identique la source d'éléments du revenu ;
- d) régler les questions mentionnées aux a), b) et c) au titre d'années futures aussi bien que d'années passées ; ou
- e) augmenter les montants fixés aux articles 17 (Artistes et sportifs) et 21 (Etudiants et stagiaires) en fonction des évolutions économiques ou monétaires.

Elles peuvent aussi s'entendre pour éliminer les doubles impositions dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, les autorités compétentes ou leurs représentants peuvent se rencontrer pour de tels échanges de vues.

5. Si les autorités compétentes ne peuvent parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article, le cas peut être soumis à un arbitrage à condition que les deux autorités compétentes ainsi que le contribuable en soient d'accord, et que le contribuable consente par écrit à être lié par la décision de la commission d'arbitrage. Les autorités compétentes peuvent communiquer à la commission les renseignements nécessaires pour mener à bien l'arbitrage. La décision de cette commission lie les deux Etats contractants ainsi que le contribuable en ce qui concerne le cas soumis. Les procédures, y compris la composition de la commission, sont établies entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques après consultation entre les autorités compétentes. Les dispositions du présent paragraphe ne prendront effet qu'à compter de la date fixée dans cet échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 27

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements permettant d'appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1 (Personnes concernées). Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement, le recouvrement ou l'administration des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. L'échange de renseignements est effectué soit sur demande en ce qui concerne des cas concrets, soit spontanément, soit d'office. Les autorités compétentes des Etats contractants établissent d'un commun accord la liste des renseignements qui sont communiqués d'office.

4. a) Lorsque des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément aux dispositions du présent article, l'autre Etat contractant se procure ces renseignements de la même manière que si l'impôt du premier Etat était son propre impôt, même s'il n'a pas besoin de ces renseignements, à ce moment, pour l'application de son propre impôt.

b) Si l'autorité compétente d'un Etat contractant en fait expressément la demande, l'autorité compétente de l'autre Etat contractant fournit, si possible, les renseignements prévus au présent article sous la forme de dépositions de témoins ou de copies certifiées conformes de documents originaux non retraits (tels que livres ou registres, papiers, déclarations, enregistrements, comptes et écrits) de la même manière que ces dépositions ou documents peuvent être obtenus sur la base de la législation et dans le cadre de la pratique administrative de cet autre Etat en ce qui concerne ses propres impôts.

c) Chaque Etat contractant permet aux fonctionnaires de l'autre Etat contractant d'intervenir sur son territoire pour s'entretenir avec des contribuables et prendre connaissance et copie de leurs livres et enregistrements, mais seulement après obtention de l'accord du contribuable et de l'autorité compétente du premier Etat (qui peut assister à ces interventions ou s'y faire représenter si elle le souhaite) et seulement si les Etats contractants s'entendent, par échange de notes diplomatiques, pour autoriser ces interventions sur la base de la réciprocité. Ces interventions ne sont pas considérées comme des vérifications au sens de la législation interne française.

5. Nonobstant les dispositions de l'article 2 (Impôts visés) tous les impôts perçus pour le compte d'un Etat contractant sont considérés, pour l'application du présent article, comme des impôts visés par la Convention.

ARTICLE 28

ASSISTANCE AU RECOUVREMENT

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui pour le recouvrement des impôts auxquels s'applique la présente Convention (ainsi que des intérêts, frais, suppléments ou majorations d'impôts et amendes ne présentant pas un caractère pénal) lorsque les impôts sont définitivement dus en application de la législation de l'Etat contractant requérant.

2. Les créances fiscales de chaque Etat contractant qui ont été définitivement déterminées sont acceptées, aux fins de recouvrement, par l'Etat contractant requis et sont recouvrées dans cet Etat conformément à la législation applicable pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.
3. La demande de recouvrement est accompagnée des documents exigés par la législation de l'Etat requérant pour établir que les impôts sont définitivement dus.
4. Si la créance fiscale n'a pas un caractère définitif, l'Etat requis prend les mesures conservatoires autorisées par sa législation pour le recouvrement de ses propres impôts, y compris les mesures concernant les transferts de biens d'étrangers non résidents.
5. L'assistance prévue au présent article n'est pas accordée lorsqu'elle concerne des nationaux, sociétés ou autres entités de l'Etat requis, sauf lorsque les autorités compétentes conviennent d'un commun accord que les exonérations ou réductions d'impôt ou les paiements du Trésor français prévus au paragraphe 4 de l'article 10 (Dividendes) qui ont été accordés sur la base de la Convention à de tels nationaux, sociétés ou autres entités, ont bénéficié à des personnes n'ayant pas droit à ces avantages.

ARTICLE 29

DISPOSITIONS DIVERSES

1. La présente Convention ne réduit en aucune manière les exonérations, abattements, crédits ou autres déductions qui sont ou pourront être accordés par :
 - a)
 - i) la législation française, dans le cas d'un résident des Etats-Unis au sens de l'article 4 (Résident) ou à un citoyen des Etats-Unis. Toutefois, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 6 (Revenus immobiliers), de l'article 19 (Rémunérations publiques), de l'article 20 (Enseignants et chercheurs) et de l'article 24 (Elimination des doubles impositions) s'appliquent nonobstant la phrase précédente, sans que soient pris en considération les exonérations, abattements, crédits ou autres déductions qui sont ou pourront être accordés par la législation française ;
 - ii) la législation américaine ; ou
 - b) un autre traité entre les Etats contractants.
2. Nonobstant les dispositions de la Convention autres que celles du paragraphe 3, les Etats-Unis peuvent imposer leurs résidents au sens de l'article 4 (Résident) et leurs citoyens comme si la Convention n'existait pas. A cette fin, le terme "citoyen" comprend tout ancien citoyen dont la renonciation à la citoyenneté des Etats-Unis a eu comme un de ses objets principaux celui d'échapper à l'impôt sur le revenu, mais seulement pendant une période de dix ans suivant une telle renonciation.
3. Les dispositions du paragraphe 2 n'affectent pas :
 - a) les avantages accordés en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 (Entreprises associées), du b) du paragraphe 1 de l'article 18 (Pensions) et des articles 24 (Elimination des doubles impositions), 25 (Non-discrimination) et 26 (Procédure amiable) ; ni
 - b) les avantages accordés en application des dispositions des articles 19 (Rémunérations publiques), 20 (Enseignants et chercheurs), 21 (Etudiants et stagiaires) et 31 (Fonctionnaires

diplomatiques et consulaires), à des personnes physiques qui ne sont pas des citoyens des Etats-Unis et n'ont pas, aux Etats-Unis, le statut d'immigrant.

4. Nonobstant les dispositions de l'article 2 (Impôts visés), toute transaction dans laquelle un ordre d'achat, de vente ou d'échange de valeurs mobilières provenant d'un Etat contractant est exécuté dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs est exonérée dans le premier Etat des droits de timbre ou des droits de même nature.

5. Un résident d'un Etat contractant qui dispose d'une ou plusieurs résidences sur le territoire de l'autre Etat contractant ne peut être soumis dans cet autre Etat à un impôt sur le revenu sur une base forfaitaire déterminée d'après la valeur locative de cette ou de ces résidences.

6. Les dispositions de la Convention n'affectent en rien l'imposition par les Etats-Unis du revenu dénommé "excess inclusion", afférent aux droits dits résiduels dans une entité dénommée "Real Estate Mortgage Investment Conduit", qui sont définis à la section 860 G de l'"Internal Revenue Code" telle qu'elle peut être amendée sans que son principe général en soit modifié.

7. Pour l'imposition par la France des résidents de France qui sont des citoyens des Etats-Unis :

a) les avantages, autres que les gains en capital, obtenus en raison de la levée d'une option d'achat d'actions d'une société qui est un résident des Etats-Unis sont considérés comme des revenus lorsque, et dans la mesure où, la levée de l'option ou l'aliénation des actions donne naissance à un revenu ordinaire pour l'application de l'impôt américain ;

b) les impôts sur le revenu perçus par les Etats membres et les collectivités locales des Etats-Unis à raison de revenus provenant de l'exercice d'une profession indépendante ou d'une activité industrielle ou commerciale – à l'exception des revenus exonérés du fait des dispositions des i) et ii) du a) du paragraphe 1 de l'article 24 (Elimination des doubles impositions) – sont déductibles comme dépenses d'exploitation.

8. Nonobstant les dispositions du b) du paragraphe 1 :

a) nonobstant tout autre accord ou traité auquel les Etats contractants sont parties, un différend portant sur la question de savoir si une mesure relève de la présente Convention est uniquement du ressort des autorités compétentes des Etats contractants telles qu'elles sont définies au h) du paragraphe 1 de l'article 3 (Définitions générales), et seules les procédures prévues par la présente Convention s'appliquent à ce différend ;

b) à moins que les autorités compétentes ne déterminent qu'une mesure fiscale ne relève pas de la présente Convention, seules les dispositions de cette dernière en matière de non-discrimination s'appliquent en ce qui concerne cette mesure, exception faite des dispositions relatives à la non-discrimination ou à la nation la plus favorisée qui s'appliquent au commerce des marchandises en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce¹. Aucune autre disposition d'un accord ou traité autre que la présente Convention en matière de traitement national non discriminatoire ou de traitement de la nation la plus favorisée n'est applicable en ce qui concerne cette mesure ;

c) pour l'application des dispositions du présent paragraphe, le terme "mesure" désigne les lois, les dispositions réglementaires, les décisions, les actes administratifs et toute autre forme de mesure.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 187.

ARTICLE 30

LIMITATION DES AVANTAGES DE LA CONVENTION

1. Un résident d'un Etat contractant qui bénéficie de revenus provenant de l'autre Etat contractant n'a droit dans cet autre Etat aux avantages de la présente Convention que si ce résident est l'une des personnes suivantes :

a) une personne physique ;

b) un Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques (dans le cas des Etats-Unis) ou de ses collectivités locales, ou l'une de leurs personnes morales de droit public ;

c) une société remplissant l'une des conditions suivantes :

i) la principale catégorie de ses actions ou parts est cotée sur un marché boursier réglementé situé dans un Etat contractant et est négociée de manière importante et habituelle sur un ou plusieurs marchés boursiers réglementés ; ou

ii) plus de 50 pour cent des droits de vote dans cette société et de la valeur de ses actions ou parts sont détenus, directement ou indirectement, par toute combinaison de sociétés résidentes d'un Etat contractant dont la principale catégorie d'actions ou parts est cotée et négociée de la manière indiquée au i), de personnes visées au b), ou de sociétés dont plus de 50 pour cent des droits de vote et de la valeur des actions ou parts sont détenus par des personnes visées au b) ; ou

iii) (aa) au moins 30 pour cent des droits de vote dans cette société et de la valeur de ses actions ou parts sont détenus, directement ou indirectement, par toute combinaison de sociétés résidentes du premier Etat contractant dont la principale catégorie d'actions est cotée et négociée de la manière indiquée au i), de personnes visées au b), ou de sociétés dont plus de 50 pour cent des droits de vote et de la valeur des actions ou parts sont détenus par des personnes visées au b) ; et

(bb) au moins 70 pour cent des droits de vote dans cette société et de la valeur de ses actions ou parts sont détenus, directement ou indirectement, par toute combinaison de sociétés résidentes de l'un ou l'autre Etat contractant ou d'un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne dont la principale catégorie d'actions est cotée et négociée de la manière indiquée au i), de personnes visées au b), de sociétés dont plus de 50 pour cent des droits de vote et de la valeur des actions ou parts sont détenus par des personnes visées au b), d'un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne, subdivisions politiques ou collectivités locales de ces Etats, ou personnes morales de droit public de ces Etats, subdivisions ou collectivités, ou de sociétés dont plus de 50 pour cent des droits de vote et de la valeur des actions ou parts sont détenus par ces Etats membres, subdivisions, collectivités ou personnes morales ;

d) une personne dans laquelle au moins 50 pour cent des droits (ou dont au moins de 50 pour cent des droits de vote et de la valeur des actions ou parts s'il s'agit d'une société) ne sont pas détenus, directement ou indirectement, par des personnes autres que des personnes qualifiées, et à condition que :

i) moins de 50 pour cent des revenus bruts de cette personne servent, directement ou indirectement, à effectuer des paiements déductibles au profit de personnes qui ne sont pas des personnes qualifiées ; ou

- ii) moins de 70 pour cent des revenus bruts de cette personne servent, directement ou indirectement, à effectuer des paiements déductibles au profit de personnes qui ne sont pas des personnes qualifiées ; et moins de 30 pour cent de ces revenus bruts servent, directement ou indirectement, à effectuer des paiements déductibles au profit de personnes qui ne sont pas des personnes qualifiées ni des résidents d'Etats membres de l'Union européenne ;
 - e) un "trust" de retraite ou un autre organisme visé au ii) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident), à condition que plus de la moitié de ses bénéficiaires, membres ou participants, s'il y en a, soient des personnes qualifiées ; ou
 - f) une entité d'investissement visée au iii) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident), à condition que plus de la moitié des actions, parts, ou droits dans cette entité soient détenus par des personnes qualifiées.
2. a) Un résident d'un Etat contractant a également droit aux avantages de la Convention à raison de revenus provenant de l'autre Etat contractant si :
- i) ce résident exerce une activité industrielle ou commerciale effective dans le premier Etat (autre qu'une activité consistant à effectuer ou gérer des investissements, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité bancaire ou d'assurance exercée par une banque ou une société d'assurances) ; et
 - ii) les revenus se rattachent, ou sont accessoires, à l'exercice de cette activité industrielle ou commerciale dans le premier Etat ; et
 - iii) cette activité industrielle ou commerciale est importante par rapport à l'activité génératrice des revenus dans l'autre Etat.
- b) Pour l'application des dispositions du a), le point de savoir si l'activité industrielle ou commerciale du résident dans le premier Etat est importante par rapport à l'activité dans l'autre Etat est déterminé en fonction des circonstances de fait. Toutefois, cette condition est dans tous les cas considérée comme remplie si, pour la période d'imposition précédente, ou pour la moyenne des trois périodes d'imposition précédentes, chacun des rapports suivants est au moins égal à 7,5 pour cent, et la moyenne des rapports suivants est supérieure à 10 pour cent :
- i) le rapport entre la valeur des actifs affectés à l'activité industrielle ou commerciale du résident dans le premier Etat et la valeur des actifs affectés à l'activité dans l'autre Etat ;
 - ii) le rapport entre les revenus bruts réalisés dans le cadre de l'activité industrielle ou commerciale du résident dans le premier Etat et les revenus bruts réalisés dans le cadre de l'activité dans l'autre Etat ;
 - iii) le rapport entre les salaires versés dans le cadre de l'activité industrielle ou commerciale du résident dans le premier Etat pour des services rendus dans ce premier Etat et les salaires versés dans le cadre de l'activité dans l'autre Etat pour des services rendus dans cet autre Etat.

Pour le calcul de ces rapports, les actifs, les revenus bruts et les salaires versés ne sont pris en considération que dans la proportion des droits de participation directe ou indirecte du résident dans l'activité génératrice des revenus dans l'autre Etat. Si ni le résident ni ses entreprises associées n'ont de droits de participation dans cette dernière activité, l'activité industrielle ou commerciale du résident dans le premier Etat est considérée comme importante par rapport à l'activité dans l'autre Etat.

3. Un résident d'un Etat contractant a également droit aux avantages de la Convention s'il remplit les fonctions d'un quartier général pour un groupe d'entreprises multinational.

4. Une société qui est un résident d'un Etat contractant a également droit aux avantages de la Convention à raison des revenus visés aux articles 10 (Dividendes), 11 (Intérêts) ou 12 (Redevances) si :

- a) plus de 30 pour cent des droits de vote dans la société et de la valeur de ses actions ou parts sont détenus, directement ou indirectement, par des personnes qualifiées qui sont des résidents de cet Etat ; et
- b) plus de 70 pour cent de ces actions ou parts sont détenues, directement ou indirectement, par toute personne ou combinaison de personnes qui sont des personnes qualifiées ou des résidents d'Etats membres de l'Union Européenne ; et
- c) cette société satisfait au critère de réduction de la base imposable défini aux i) et ii) du d) du paragraphe 1.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant, exemptée d'impôt dans cet Etat à raison des bénéfices de ses établissements stables qui n'y sont pas situés, bénéficie de revenus provenant de l'autre Etat contractant qui sont imputables à un établissement stable que cette entreprise a dans une tierce juridiction, les avantages fiscaux qui seraient accordés en application des autres dispositions de la Convention ne s'appliquent pas à un revenu soumis dans le premier Etat et dans la tierce juridiction à une imposition cumulée dont le montant est inférieur à 60 pour cent de l'impôt qui serait perçu dans le premier Etat si le revenu était réalisé ou reçu dans ce premier Etat par l'entreprise et n'était pas imputable à l'établissement stable dans la tierce juridiction. Les dividendes, intérêts ou redevances auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe sont soumis dans l'autre Etat à un impôt n'excédant pas 15 pour cent de leur montant brut. Les autres revenus auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe sont soumis à l'impôt selon la législation interne de l'autre Etat, nonobstant toute autre disposition de la Convention. Les dispositions précédentes du présent paragraphe ne s'appliquent pas si :

- a) Les revenus provenant de l'autre Etat se rattachent, ou sont accessoires, à une activité industrielle ou commerciale effective exercée par l'établissement stable dans la tierce juridiction (autre qu'une activité consistant à effectuer ou gérer des investissements, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité bancaire ou d'assurance exercée par une banque ou une société d'assurance) ; ou
- b) La France étant le premier Etat, les bénéfices de l'établissement stable sont imposés par la France selon les dispositions de sa législation interne visées au iii) du e) du paragraphe 1 de l'article 24 (Elimination des doubles impositions), ou par les Etats-Unis en application des dispositions de la sous-partie F du II du N du chapitre 1 du sous-titre A de l'"Internal Revenue Code" de 1986, telles qu'elles peuvent être amendées sans que leur principe général en soit modifié.

6. Les définitions suivantes s'appliquent pour l'application des dispositions du présent article :

- a) Aux ii) et iii) du c) du paragraphe 1, la référence aux actions ou parts détenues "directement ou indirectement" signifie que toutes les sociétés dans une chaîne de participations doivent être des résidents d'un Etat contractant ou des résidents d'Etats membres de l'Union européenne au sens du d) du présent paragraphe ;
- b) L'expression "revenus bruts" employée au d) du paragraphe 1 désigne les revenus bruts de la période d'imposition précédant la période d'imposition en cours, mais le montant de ces

revenus bruts est considéré comme n'étant pas inférieur à la moyenne des montants des revenus bruts des quatre périodes d'imposition précédant la période d'imposition en cours ;

- c) L'expression "paiements déductibles" employée au d) du paragraphe 1 comprend les paiements d'intérêts ou de redevances, mais ne comprend pas les paiements effectués dans des conditions de pleine concurrence pour l'acquisition ou pour l'usage ou la concession de l'usage de biens corporels dans le cadre normal d'activités industrielles ou commerciales ni la rémunération dans des conditions de pleine concurrence de services rendus dans l'Etat contractant dont le débiteur est un résident. Certains types de paiements peuvent être ajoutés ou retranchés aux exceptions mentionnées dans la présente définition des "paiements déductibles", par commun accord des autorités compétentes ;
- d) L'expression "résident d'un Etat membre de l'Union européenne" employée au paragraphe 1 désigne une personne ayant droit aux avantages d'une convention générale en matière d'impôts sur le revenu en vigueur entre un Etat membre de l'Union européenne et l'Etat contractant auquel il est demandé d'accorder les avantages de la présente Convention, mais seulement dans le cas où, lorsque cette convention ne comporte pas d'article général relatif à la limitation des avantages conventionnels comportant des dispositions similaires à celles des c) et d) du paragraphe 1 et à celles du paragraphe 2 du présent article, cette personne aurait droit aux avantages de la présente Convention en vertu des principes du paragraphe 1 si elle était un résident d'un Etat contractant selon les dispositions de l'article 4 (Résident) ;
- e) L'expression "marché boursier réglementé" employée au paragraphe 1 désigne :
 - i) le système de cotation automatisée (NASDAQ) détenu par l'association nationale des agents de change des Etats-Unis, et toute bourse de valeurs enregistrée auprès de la commission des bourses de valeurs des Etats-Unis (Securities and exchange Commission) comme étant une bourse de valeurs nationale au sens de la loi sur les bourses de valeurs intitulée "Securities Exchange Act" de 1934 ;
 - ii) les bourses de valeurs françaises contrôlées par la Commission des opérations de bourse, et les bourses de valeurs d'Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hambourg, Londres, Madrid, Milan, Sydney, Tokyo et Toronto ; et
 - iii) toutes autres bourses agréées d'un commun accord par les autorités compétentes des Etats contractants ;
- f) L'expression "personne qualifiée" employée aux paragraphes 1 et 4 désigne toute personne qui a droit aux avantages de la Convention en application des dispositions du paragraphe 1, ou qui est un citoyen des Etats-Unis ;
- g) Une personne visée au paragraphe 2 qui exerce une activité industrielle ou commerciale effective est une personne qui exerce cette activité directement ; ou qui est un associé d'un "partnership" exerçant cette activité ; ou qui exerce cette activité par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entreprises associées (où que se situe leur résidence) ;
- h) L'expression "quartier général" employée au paragraphe 3 désigne une personne remplissant l'ensemble des conditions suivantes :
 - i) elle assure dans l'Etat contractant dont elle est un résident une part importante de la surveillance et de l'administration d'ensemble d'un groupe d'entreprises multinational, activités qui peuvent comprendre, sans que ce soit à titre principal, le financement du groupe ;
 - ii) le groupe est composé de sociétés qui sont des résidents d'au moins cinq pays où elles exercent une activité industrielle ou commerciale effective, et les activités

- industrielles ou commerciales exercées dans chacun des cinq pays (ou cinq groupements de pays) génèrent au moins 10 pour cent des revenus bruts du groupe ;
- iii) les activités industrielles ou commerciales exercées dans chacun des pays autres que l'Etat contractant dont elle est un résident génèrent moins de 50 pour cent des revenus bruts du groupe ;
- iv) au plus 25 pour cent de ses revenus bruts proviennent de l'autre Etat contractant ;
- v) elle possède, et exerce, un pouvoir discrétionnaire autonome pour l'accomplissement des fonctions mentionnées au i) ;
- vi) elle est soumise dans l'Etat contractant dont elle est un résident aux mêmes règles d'imposition des revenus que les personnes visées au paragraphe 2 ; et
- vii) les revenus provenant de l'autre Etat contractant se rattachent, ou sont accessoires, aux activités industrielles ou commerciales effectives visées au ii).

Si les conditions relatives aux revenus bruts fixées aux ii), iii) ou iv) ne sont pas remplies, elles sont néanmoins considérées comme remplies si les pourcentages requis sont respectés lorsqu'on les calcule à partir des revenus bruts moyens du quartier général et des revenus bruts moyens du groupe au titre des quatre périodes d'imposition précédentes.

7. Un résident d'un Etat contractant qui n'a pas droit aux avantages de la Convention selon les dispositions des paragraphes précédents du présent article peut néanmoins bénéficier de ces avantages si l'autorité compétente de l'autre Etat contractant détermine, à la demande de cette personne :

- a) que l'établissement, l'acquisition ou le maintien de cette personne et la conduite de ses opérations n'ont pas eu comme un de leurs objets principaux l'obtention d'avantages prévus par la Convention ; ou
- b) qu'il ne serait pas approprié, eu égard à l'objet du présent article, de refuser à cette personne les avantages de la Convention.

L'autorité compétente de l'autre Etat consulte l'autorité compétente du premier Etat avant de refuser d'accorder dans le cadre des dispositions du présent paragraphe les avantages de la Convention.

8. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent s'entendre pour élaborer des règles d'application communes des dispositions du présent article.

ARTICLE 31

FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques et consulaires, en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4 (Résident), toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins

de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle y soit soumise aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu et de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur leur revenu et de leur fortune, que les résidents de cet Etat.

ARTICLE 32

MESURES D'APPLICATION

1. Nonobstant les dispositions du i) du paragraphe 4 de l'article 10 (Dividendes) et du paragraphe 8 de l'article 30 (Limitation des avantages de la Convention), les autorités compétentes des Etats contractants peuvent prescrire, conjointement ou séparément, des règles et formalités pour l'application des dispositions de la présente Convention.

2. Les conditions auxquelles peut être soumis un résident d'un Etat contractant pour l'obtention, dans l'autre Etat contractant, des exonérations ou réductions d'impôt et autres avantages prévus par la Convention comprennent, à moins que les autorités compétentes, conjointement ou séparément, n'en disposent autrement, la présentation d'un formulaire indiquant la nature et le montant ou la valeur des éléments de revenu ou de fortune concernés, la résidence du contribuable et tout autre renseignement approprié. Si les autorités compétentes en conviennent d'un commun accord, le formulaire comprend toute certification de l'administration fiscale du premier Etat que ces autorités compétentes peuvent exiger.

ARTICLE 33

ENTREE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution et sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances, et les droits d'accise des Etats-Unis sur les primes d'assurance payées à des assureurs étrangers, aux sommes payées à compter du premier jour du deuxième mois suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention ;

b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu, aux périodes d'imposition commençant le premier janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur, ou après cette date ; et

- c) en ce qui concerne les impôts non mentionnés aux a) et b), aux impositions dont le fait générateur interviendra le premier janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur, ou après cette date.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :
- a) les dispositions du e) du paragraphe 4 de l'article 10 (Dividendes) et les dispositions de l'article 12 (Redevances) s'appliqueront aux dividendes et aux redevances payés à compter du premier janvier 1991 ;
- b) les dispositions de l'article 26 (Procédure amiable) s'appliqueront aux cas soumis aux autorités compétentes à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.
4. La convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune signée le 28 juillet 1967¹ et modifiée par les Protocoles des 12 octobre 1970², 24 novembre 1978³, 17 janvier 1984⁴ et 16 juin 1988⁵, y compris les échanges de notes ou lettres annexés, cessera d'avoir effet à compter de la date à laquelle les dispositions de la présente Convention deviendront effectives conformément aux dispositions du présent article.

ARTICLE 34

DENONCIATION

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après une période de cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au moins six mois avant la fin d'une année civile. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

- a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances, et les droits d'accise des Etats-Unis sur les primes d'assurance payées à des assureurs étrangers, aux sommes payées à compter du premier janvier de l'année suivant l'expiration de la période de préavis ;
- b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux périodes d'imposition commençant le premier janvier de l'année suivant l'expiration de la période de préavis, ou après cette date ;
- c) en ce qui concerne les impôts non mentionnés aux a) et b), aux impositions dont le fait générateur interviendra le premier janvier de l'année suivant l'expiration de la période de préavis, ou après cette date.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 719, p. 31.

² *Ibid.*, vol. 823, p. 427.

³ *Ibid.*, vol. 1177, p. 362.

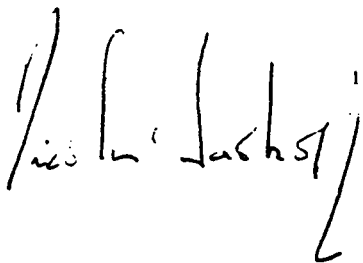
⁴ *Ibid.*, vol. 1435, p. 331.

⁵ *Ibid.*, vol. 1546, p. 348.

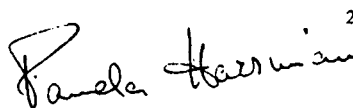
En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à ^{Paris} le 31 août 1994, en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas Sarkozy', written in a cursive style.

Pour le Gouvernement
des Etats-Unis d'Amérique :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pamela Harriman', written in a cursive style with a superscript '2' at the end.

¹ Nicolas Sarkozy.

² Pamela Harriman.

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES
OF AMERICA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND CAPITAL

The Government of the French Republic and the
Government of the United States of America, desiring to
conclude a new convention for the avoidance of double
taxation and the prevention of fiscal evasion with respect
to taxes on income and capital, have agreed as follows:

ARTICLE 1

Personal Scope

This Convention shall apply only to persons who are
residents of one or both of the Contracting States, except
as otherwise provided in the Convention.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. The taxes which are the subject of this Convention
are:

(a) in the case of the United States:

(i) the Federal income taxes imposed by the
Internal Revenue Code (but excluding social
security taxes); and

¹ Came into force on 30 December 1995 by notification, in accordance with article 33.

(ii) the excise taxes imposed on insurance premiums paid to foreign insurers and with respect to private foundations

(hereinafter referred to as "United States tax"). The Convention, however, shall apply to the excise taxes imposed on insurance premiums paid to foreign insurers only to the extent that the risks covered by such premiums are not reinsured with a person not entitled to exemption from such taxes under this or any other income tax convention which applies to these taxes;

(b) in the case of France, all taxes imposed on behalf of the State, irrespective of the manner in which they are levied, on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation, in particular:

(i) the income tax (l'impôt sur le revenu);

(ii) the company tax (l'impôt sur les sociétés);

(iii) the tax on salaries (la taxe sur les salaires) governed by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to business profits or to income from independent personal services; and

(iv) the wealth tax (l'impôt de solidarité sur la fortune)

(hereinafter referred to as "French tax").

2. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws and of any official published material concerning the application of the Convention, including explanations, regulations, rulings, or judicial decisions.

ARTICLE 3

General Definitions

1. For the purposes of this Convention:

(a) the term "Contracting State" means the United States or France, as the context requires;

(b) the term "United States" means the United States of America, but does not include Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, or any other United States possession or territory. When used in a geographical sense, the term "United States" means the states thereof and the District of Columbia and includes the territorial sea adjacent to those States and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the United States has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed and its subsoil and the superjacent waters;

(c) the term "France" means the French Republic and, when used in a geographical sense, means the European and Overseas Departments of the French Republic and includes the territorial sea and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed and its subsoil and the superjacent waters;

(d) the term "person" includes, but is not limited to, an individual and a company;

(e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean, respectively, an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft, except when the ship or aircraft is operated solely between places in a Contracting State;

(h) the term "competent authority" means:

(i) in the United States, the Secretary of the Treasury or his delegate; and

(ii) in France, the Minister in charge of the budget or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined herein shall, unless the competent authorities agree to a common meaning pursuant to the provisions of Article 26 (Mutual Agreement Procedure), have the meaning which it has under the taxation laws of that State.

ARTICLE 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation, or any other criterion of a similar nature. But this term does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State, or of capital situated therein.

2. (a) France shall consider a U.S. citizen or an alien admitted to the United States for permanent residence (a "green card" holder) to be a resident of the United States for the purposes of paragraph 1 only if such individual has a substantial presence in the United States or would be a resident of the United States and not of a third State under the principles of subparagraphs (a) and (b) of paragraph 3.

(b) The term "resident of a Contracting State" includes:

(i) that State, a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof, and any agency or instrumentality of such State, subdivision, or authority;

(ii) a pension trust and any other organization established in that State and maintained exclusively to administer or provide retirement or employee benefits that is established or sponsored by a person that is a resident of that State under the provisions of this Article; and any not-for-profit organization established and maintained in that State, provided that the laws of such State or (in the case of the United States) a political subdivision thereof limit the use of the organization's assets, both currently and upon the dissolution or liquidation of such organization, to the accomplishment of the purposes that serve as the basis for such organization's exemption from income tax; notwithstanding that all or part of the income of such trust, other organization, or not-for-profit organization may be exempt from income taxation in that State;

(iii) in the case of the United States, a regulated investment company, a real estate investment trust, and a real estate mortgage investment conduit; in the case of France, a

"société d'investissement à capital variable" and a "fonds commun de placement"; and any similar investment entities agreed upon by the competent authorities of both Contracting States;

(iv) a partnership or similar pass-through entity, an estate, and a trust (other than one referred to in subparagraph (ii) or (iii) above), but only to the extent that the income derived by such partnership, similar entity, estate, or trust is subject to tax in the Contracting State as the income of a resident, either in the hands of such partnership, entity, estate, or trust or in the hands of its partners, beneficiaries, or grantors, it being understood that a "société de personnes," a "groupement d'intérêt économique" (economic interest group), or a "groupement européen d'intérêt économique" (European economic interest group) that is constituted in France and has its place of effective management in France and that is not subject to company tax therein shall be treated as a partnership for purposes of United States tax benefits under this Convention.

3. Where, by reason of the provisions of paragraphs 1 and 2, an individual is a resident of both Contracting States, his status shall be determined as follows:

(a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to

him; if he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (center of vital interests);

(b) if the State in which he has his center of vital interests cannot be determined, or if he does not have a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

4. Where, by reason of the provisions of paragraphs 1 and 2, a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities shall endeavor to settle the question by mutual agreement, having regard to the person's place of effective management, the place where it is incorporated or constituted, and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall not be considered to be a resident of either Contracting State for purposes of enjoying benefits under this Convention.

ARTICLE 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop; and
- (f) a mine, an oil or gas well, a quarry, or any other place of extraction of natural resources.

3. The term "permanent establishment" shall also include a building site or construction or installation project, or an installation or drilling rig or ship used for the exploration or to prepare for the extraction of natural resources, but only if such site or project lasts, or such rig or ship is used, for more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display, or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display, or delivery;

(c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or of collecting information, for the enterprise;

(e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of the activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has and habitually exercises in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of

any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent, or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business as such.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

ARTICLE 6

Income From Real Property

1. Income from real property (including income from agriculture or forestry) situated in a Contracting State may be taxed that State.

2. The term "real property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which

the property in question is situated. The term shall in any case include options, promises to sell, and similar rights relating to real property, property accessory to real property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of real property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources. Ships and aircraft shall not be regarded as real property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income from the direct use, letting, or use in any other form of real property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to income from real property of an enterprise and to income from real property used for the performance of independent personal services.

5. Where the ownership of shares or other rights in a company entitles a resident of a Contracting State to the enjoyment of real property situated in the other Contracting State and held by that company, the income derived by the owner from the direct use, letting, or use in any other form of this right of enjoyment may be taxed in that other State to the extent that it would be taxed under the domestic law of that other State if the owner were a resident of that State. The provisions of this paragraph shall apply, notwithstanding the provisions of Articles 7 (Business Profits) and 14 (Independent Personal Services).

6. A resident of a Contracting State who is liable to tax in the other Contracting State on income from real property situated in the other Contracting State may elect to be taxed on a net basis, if such treatment is not provided under the domestic law of that other State.

ARTICLE 7

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are reasonably connected with such profits, including

executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. A partner shall be considered to have realized income or incurred deductions to the extent of his share of the profits or losses of a partnership, as provided in the partnership agreement (provided that any special allocations of profits or losses have substantial economic effect). For this purpose, the character (including source and attribution to a permanent establishment) of any item of income or deduction accruing to a partner shall be determined as if it were realized or incurred by the partner in the same manner as realized or incurred by the partnership.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs of this Article, the profits to be attributed to the permanent establishment shall include only the profits or losses derived from the assets or activities of the permanent establishment and shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Any profit attributable to a permanent establishment, according to the provisions of this Article,

during its existence may be taxed in the Contracting State in which such permanent establishment is situated, even if the payments are deferred until such permanent establishment has ceased to exist.

8. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE 8

Shipping and Air Transport

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic include:

(a) profits of the enterprise derived from the rental on a full basis of ships or aircraft operated in international traffic, and profits of the enterprise derived from the rental on a bareboat basis of ships or aircraft if such ships or aircraft are operated in international traffic by the lessee or such rental profits are accessory to other profits described in paragraph 1; and

(b) profits of the enterprise from the use, maintenance or rental of containers used in

international traffic (including trailers, barges, and related equipment for the transport of such containers) if such profits are accessory to other profits described in paragraph 1.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits from participation in a pool, a joint business, or an international operating agency.

ARTICLE 9

Associated Enterprises

1. Where:

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control, or capital of an enterprise of the other Contracting State; or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control, or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which, but for those conditions, would have accrued to one of the enterprises, but by reason of those conditions have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State, and taxes accordingly, profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State, and the other Contracting State agrees that the profits so included are profits that would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those that would have been made between independent enterprises, then that other State shall, in accordance with the provisions of Article 26 (Mutual Agreement Procedure), make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be paid to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 10

Dividends

1. Dividends paid by a company that is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 percent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company that owns:

(i) directly, at least 10 percent of the voting power in the company paying the dividends, if such company is a resident of the United States; or

(ii) directly or indirectly, at least 10 percent of the capital of the company paying the dividends, if such company is a resident of France;

(b) 15 percent of the gross amount of the dividends in other cases.

The provisions of subparagraph (a) shall not apply in the case of dividends paid by a United States regulated investment company or real estate investment trust or by a French "société d'investissement à capital variable." In the case of dividends paid by a United States regulated investment company or a French "société d'investissement à capital variable," the provisions of subparagraph (b) shall apply. In the case of dividends paid by a United States real estate investment trust, the provisions of subparagraph (b) shall apply only if the dividend is beneficially owned by an individual owning a less than 10 percent interest in such real estate investment trust; otherwise, the rate of withholding tax applicable under the domestic law of the United States shall apply.

3. The provisions of paragraph 2 shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

4. (a) A resident of the United States who derives and is the beneficial owner of dividends paid by a company that is a resident of France that, if received by a resident of France, would entitle such a resident to a tax credit ("avoir fiscal") shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to such tax credit ("avoir fiscal"), subject to deduction of the tax provided for in subparagraph (b) of paragraph 2.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to a resident of the United States that is:

(i) an individual or other person (other than a company); or

(ii) a company that is not a regulated investment company and that does not own, directly or indirectly, 10 percent or more of the capital of the company paying the dividends; or

(iii) a regulated investment company that does not own, directly or indirectly, 10 percent or more of the capital of the company paying the dividends, but only if less than 20 percent of its shares is beneficially owned by persons who are neither citizens nor residents of the United States.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall apply only if the beneficial owner of the dividends is

subject to United States income tax in respect of such dividends and of the payment from the French Treasury.

(d) Notwithstanding the provisions of subparagraphs (b) and (c), the provisions of subparagraph (a) shall also apply to a partnership or trust described in subparagraph (b)(iv) of paragraph 2 of Article 4 (Resident), but only to the extent that the partners, beneficiaries, or grantors would qualify under subparagraph (b)(i) or (b)(ii) and under subparagraph (c) of this paragraph.

(e) (i) A resident of the United States described in subparagraph (ii) that does not own, directly or indirectly, 10 percent or more of the capital of a company that is a resident of France, and that derives and beneficially owns dividends paid by such company that, if derived by a resident of France, would entitle such resident to a tax credit ("avoir fiscal"), shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to 30/85 of the amount of such tax credit ("avoir fiscal"), subject to the deduction of the tax provided for in subparagraph (b) of paragraph 2;

(ii) The provisions of subparagraph (i) shall apply to:

(aa) a person described in subparagraph (b)(i) of paragraph 2 of Article 4 (Resident), with respect to dividends derived

by such person from the investment of retirement assets;

(bb) a pension trust and any other organization described in subparagraph (b)(ii) of paragraph 2 of Article 4 (Resident); and

(cc) an individual, with respect to dividends beneficially owned by such individual and derived from investment in a retirement arrangement under which the contributions or the accumulated earnings receive tax-favored treatment under U.S. law.

(f) The gross amount of a payment made by the French Treasury pursuant to subparagraph (a), (d), or (e) shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention.

(g) The provisions of subparagraphs (a), (d), and (e) shall apply only if the beneficial owner of the dividends shows, where required by the French tax administration, that he is the beneficial owner of the shareholding in respect of which the dividends are paid and that such shareholding does not have as its principal purpose or one of its principal purposes to allow another person to take advantage of the provisions of this paragraph, regardless of whether that person is a resident of a Contracting State.

(h) Where a resident of the United States that derives and beneficially owns dividends paid by a

company that is a resident of France is not entitled to the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a), such resident may obtain a refund of the prepayment (précompte) to the extent that it was actually paid by the company in respect of such dividends. Where such a resident is entitled to the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (e), such refund shall be reduced by the amount of the payment from the French Treasury. The gross amount of the prepayment (précompte) refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of the Convention. It shall be taxable in France according to the provisions of paragraph 2.

(i) The competent authorities may prescribe rules to implement the provisions of this paragraph and further define and determine the terms and conditions under which the payments provided for in subparagraphs (a), (d), and (e) shall be made.

5. (a) The term "dividends" means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income treated as a distribution by the taxation laws of the State of which the company making the distribution is a resident; and income from arrangements, including debt obligations, that carry

the right to participate in, or are determined with reference to, profits of the issuer or one of its associated enterprises, as defined in subparagraph (a) or (b) of paragraph 1 of Article 9 (Associated Enterprises), to the extent that such income is characterized as a dividend under the law of the Contracting State in which the income arises. The term "dividend" shall not include income referred to in Article 16 (Directors' Fees).

(b) The provisions of this Article shall apply where a beneficial owner of dividends holds depository receipts evidencing ownership of the shares in respect of which the dividends are paid, in lieu of the shares themselves.

6. The provisions of paragraphs 1 through 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the dividends are attributable to such permanent establishment or fixed base. In such a case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 14 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

7. (a) A company that is a resident of a Contracting State and that has a permanent establishment in the other Contracting State or that is subject to tax on a net basis in that other State on items of income that may be taxed in that other State under Article 6 (Income from Real Property) or under paragraph 1 of Article 13 (Capital Gains) may be subject in that other State to a tax in addition to the other taxes allowable under this Convention. Such tax, however, may not exceed 5 percent of that portion of the business profits of the company attributable to the permanent establishment, or of that portion of the income referred to in the preceding sentence that is subject to tax under Article 6 or paragraph 1 of Article 13, that:

(i) in the case of the United States, represents the "dividend equivalent amount" of those profits or income, in accordance with the provisions of the Internal Revenue Code, as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof;

(ii) in the case of France, is included in the base of the French withholding tax in accordance with the provisions of Article 115 "quinquies" of the French tax code (code général

des impôts) or with any similar provisions which amend or replace the provisions of that Article.

(b) The taxes referred to in subparagraph (a) also shall apply to the portion of the business profits, or of the income subject to tax under Article 6 (Real Property) or paragraph 1 of Article 13 (Capital Gains) that is referred to in subparagraph (a), which is attributable to a trade or business conducted in one Contracting State through a partnership or other entity treated as a pass-through entity or transparent entity under the laws of that State by a company that is a member of such partnership or entity and a resident of the other Contracting State.

8. Subject to the provisions of paragraph 7, where a company that is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the dividends are attributable to a permanent establishment or fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

ARTICLE 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1:

(a) interest arising in a Contracting State that is determined with reference to the profits of the issuer or of one of its associated enterprises, as defined in subparagraph (a) or (b) of paragraph 1 of Article 9 (Associated Enterprises), and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State;

(b) however, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but if the beneficial owner is a resident of the other Contracting State, the gross amount of the interest may be taxed at a rate not exceeding the rate prescribed in subparagraph (b) of paragraph 2 of Article 10 (Dividends).

3. The term "interest" means income from indebtedness of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums or prizes attaching to such securities, bonds, or debentures, as well as other income that is treated as income from money lent by the taxation law of the

Contracting State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 10 (Dividends). Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purposes of the Convention.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the interest is attributable to such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 14 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them

and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount that would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 percent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, royalties described in subparagraph (a) of paragraph 4 that arise in a Contracting State and are beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" means:

(a) payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic, or scientific work or any neighboring right (including reproduction rights and performing rights), any cinematographic film, any sound or picture recording, or any software;

(b) payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any patent, trademark, design or model, plan, secret formula or process, or other like right or property, or for information concerning industrial, commercial, or scientific experience; and

(c) gains derived from the alienation of any such right or property described in this paragraph that are contingent on the productivity, use, or further alienation thereof.

5. The provisions of paragraphs 1, 2, and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the royalties are attributable to such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 14 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

6. (a) Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State.

(b) Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

(c) Notwithstanding subparagraphs (a) and (b), royalties paid for the use of, or the right to use, property in a Contracting State shall be deemed to arise therein.

(d) Royalties shall be deemed to be paid to the beneficial owner at the latest when they are taken into account as expenses for tax purposes in the Contracting State in which they arise.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right, or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply

only to the last-mentioned amount. In such case the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 13

Capital Gains

1. Gains from the alienation of real property situated in a Contracting State may be taxed in that State.

2. For purposes of paragraph 1, the term "real property situated in a Contracting State" means:

(a) where the United States is the Contracting State, real property referred to in Article 6 (Real Property) that is situated in the United States, a United States real property interest (as defined in section 897 of the Internal Revenue Code, as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof), and an interest in a partnership, trust, or estate, to the extent attributable to real property situated in the United States; and

(b) where France is the Contracting State,

(i) real property referred to in Article 6 (Real Property) that is situated in France; and

(ii) shares or similar rights in a company the assets of which consist at least 50 percent of real property situated in France or derive at least 50 percent of their value, directly or indirectly, from real property situated in France;

(iii) an interest in a partnership, a "société de personnes", a "groupement d'intérêt économique" (economic interest group), or a "groupement européen d'intérêt économique" (European economic interest group). (other than a partnership, a "société de personnes", a "groupement d'intérêt économique" (economic interest group), or a "groupement européen d'intérêt économique" that is taxed as a company under French domestic law), an estate, or a trust, to the extent attributable to real property situated in France.

3. (a) Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment or fixed base that an enterprise or resident of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State. Where the removal of such property from the other Contracting State is deemed to constitute an alienation of such property, the gain that has accrued as of the time that such property is removed from that other State may be taxed by that other State in accordance with its law, and the gain accruing subsequent to that time of removal may be taxed in the first-mentioned Contracting State in accordance with its law.

(b) Any gain attributable to a permanent establishment or a fixed base according to the provisions of subparagraph (a) during its existence may be taxed in the Contracting State in which such permanent establishment or fixed base is situated, even if the payments are deferred until such permanent establishment or fixed base has ceased to exist.

4. Gains derived by an enterprise of a Contracting State that operates ships or aircraft in international traffic from the alienation of such ships or aircraft or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. Gains described in subparagraph (c) of paragraph 4 of Article 12 (Royalties) shall be taxable only in accordance with the provisions of Article 12.

6. Subject to the provisions of paragraph 5, gains from the alienation of any property other than property referred to in paragraphs 1 through 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

ARTICLE 14

Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless that resident performs activities in

the other Contracting State and has a fixed base regularly available to him in that other State for the purpose of performing his activities. In such a case, the income may be taxed in the other State, but only so much of it as is attributable to that fixed base, and according to the principles contained in Article 7 (Business Profits).

2. Any income attributable to a fixed base during its existence, according to the provisions of paragraph 1, may be taxed in the Contracting State in which such fixed base is situated, even if the payments are deferred until such fixed base has ceased to exist.

3. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational, or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists, and accountants.

4. The provisions of paragraph 4 of Article 7 (Business Profits) shall apply by analogy. In no event, however, shall those provisions or the provisions of Article 4 (Resident) result in France exempting under Article 24 (Relief from Double Taxation) more than 50 percent of the earned income from a partnership accruing to a resident of France. The amount of such a partner's income which is not exempt under Article 24 (Relief from Double Taxation) solely by reason of the preceding sentence shall reduce the amount of partnership earned income from sources within France on which France can tax partners who are not residents of France.

ARTICLE 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16 (Directors' Fees), 18 (Pensions), and 19 (Public Remuneration), salaries, wages, and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any 12-month period commencing or ending in the taxable period concerned;

(b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised as a member of

the regular complement of a ship or aircraft operated in international traffic shall be taxable only in that State.

ARTICLE 16

Directors' Fees

Directors' fees and other remuneration derived by a resident of a Contracting State for services rendered in the other Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company that is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

ARTICLE 17

Artistes and Sportsmen

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 (Independent Personal Services) and 15 (Dependent Personal Services), income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio, or television artiste or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State. However, the provisions of this paragraph shall not apply where the amount of the gross receipts derived by such entertainer or sportsman from such activities, including expenses reimbursed to him or borne on his behalf, does not exceed 10,000 United States dollars or its equivalent in French francs for the taxable period concerned.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or sportsman in his capacity as

such accrues not to the entertainer or sportsman but to another person, whether or not a resident of a Contracting State, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 (Business Profits), 14 (Independent Personal Services), and 15 (Dependent Personal Services), be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised. However, the provisions of this paragraph shall not apply where it is established that neither the entertainer or sportsman nor persons related to him derive from that other person any income, directly or indirectly, in respect of such activities that in the aggregate exceeds the amount specified in paragraph 1 for the taxable period concerned.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer or a sportsman from his personal activities as such exercised in the other Contracting State if the visit to that other State is principally supported, directly or indirectly, by public funds of the first-mentioned State or a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof. In such case the income shall be taxable only in the first-mentioned State.

ARTICLE 18

Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19 (Public Remuneration):

(a) except as provided in subparagraph (b), pensions and other similar remuneration, including distributions from pension and other retirement arrangements, derived and beneficially owned by a resident of a Contracting State in consideration of past employment, whether paid periodically or in a lump sum, shall be taxable only in that State;

(b) pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State. Pensions and other payments made under the social security legislation of France to a resident of France who is a citizen of the United States shall be taxable only in France. The term "social security legislation" includes the Railroad Retirement Act in the case of the United States and the French social security regimes which are of a mandatory character.

2. (a) In determining the taxable income of an individual who renders personal services and who is a resident of a Contracting State but not a national of that State, contributions paid by, or on behalf of, such individual to a pension or other retirement arrangement that is established and maintained and recognized for tax purposes in the other Contracting State shall be treated in the same way for tax purposes in the first-mentioned State as a contribution paid to

a pension or other retirement arrangement that is established and maintained and recognized for tax purposes in that first-mentioned State, provided that the competent authority of the first-mentioned State agrees that the pension or other retirement arrangement generally corresponds to a pension or other retirement arrangement recognized for tax purposes by that State.

(b) For the purposes of subparagraph (a):

(i) where the competent authority of France agrees that a United States pension or other retirement arrangement generally corresponds to a mandatory French pension arrangement (without regard to the mandatory nature of such arrangement), it is understood that contributions to the United States pension or other retirement arrangement shall be treated in France in the same way for tax purposes as contributions to the French mandatory pension arrangement; and

(ii) where the competent authority of the United States agrees that a mandatory French pension or other retirement arrangement generally corresponds to a United States pension or other retirement arrangement (without regard to the mandatory nature of such arrangement), it is understood that contributions to the French pension or other retirement arrangement shall be treated in the United States in the same way for

tax purposes as contributions to the United States pension or other retirement arrangement; and

(iii) a pension or other retirement arrangement is recognized for tax purposes in a State if the contributions to the arrangement would qualify for tax relief in that State.

(c) Payments received by a beneficiary in respect of an arrangement referred to in subparagraph (a) that satisfies the requirements of this paragraph shall be included in income for tax purposes of the Contracting State of which the beneficiary is a resident, subject to the provisions of Article 24 (Relief from Double Taxation), when and to the extent that such payments are considered gross income by the other Contracting State.

ARTICLE 19

Public Remuneration

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State, a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof, or an agency or instrumentality of that State, subdivision, or authority to an individual in respect of services rendered to that State, subdivision, authority, agency, or instrumentality shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident

of and a national of that State and not at the same time a national of the first-mentioned State.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State, a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof, or an agency or instrumentality of that State, subdivision, or authority to an individual in respect of services rendered to that State, subdivision, authority, agency, or instrumentality shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of and a national of that State and not at the same time a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of Articles 14 (Independent Personal Services), 15 (Dependent Personal Services), 16 (Directors' Fees), 17 (Artistes and Sportsmen), and 18 (Pensions) shall apply to remuneration and pensions paid in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State, a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof, or an agency or instrumentality of that State, subdivision, or authority.

ARTICLE 20

Teachers and Researchers

1. An individual who is a resident of a Contracting State immediately before his visit to the other Contracting

State and who, at the invitation of the Government of that other State or of a university or other recognized educational or research institution situated in that other State, visits that other State for the primary purpose of teaching or engaging in research, or both, at a university or other recognized educational or research institution shall be taxable only in the first-mentioned State on his income from personal services for such teaching or research for a period not exceeding 2 years from the date of his arrival in the other State. An individual shall be entitled to the benefits of this paragraph only once.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income from research if such research is undertaken not in the public interest but primarily for the private benefit of a specific person or persons.

ARTICLE 21

Students and Trainees

1. (a) An individual who is a resident of a Contracting State immediately before his visit to the other Contracting State and who is temporarily present in the other Contracting State for the primary purpose of:

(i) studying at a university or other recognized educational institution in that other Contracting State;

(ii) securing training required to qualify him to practice a profession or professional specialty; or

(iii) studying or doing research as a recipient of a grant, allowance, or award from a not-for-profit governmental, religious, charitable, scientific, artistic, cultural, or educational organization,

shall be exempt from tax in that other State with respect to amounts referred to in subparagraph (b).

(b) The amounts referred to in subparagraph (a) are:

(i) gifts from abroad for the purposes of his maintenance, education, study, research, or training;

(ii) a grant, allowance, or award described in subparagraph (a)(iii); and

(iii) income from personal services performed in the other Contracting State in an amount not in excess of 5,000 United States dollars or its equivalent in French francs for any taxable period.

(c) The benefits of this paragraph shall only extend for such period of time as may be reasonably or customarily required to effectuate the purpose of the visit, but in no event shall any individual have the benefits of this Article and Article 20 (Teachers and

Researchers) for more than a total of five taxable periods.

(d) The provisions of subparagraph (a) shall not apply to income from research if such research is undertaken not in the public interest but primarily for the private benefit of a specific person or persons.

2. An individual who is a resident of a Contracting State immediately before his visit to the other Contracting State, and who is temporarily present in that other State as an employee of, or under contract with, a resident of the first-mentioned State for the primary purpose of:

(a) acquiring technical, professional, or business experience from a person other than that resident of the first-mentioned State, or

(b) studying at a university or other recognized educational institution in the other State,

shall be exempt from tax by that other State for a period of 12 consecutive months with respect to his income from personal services in an aggregate amount not in excess of 8,000 United States dollars or its equivalent in French francs.

ARTICLE 22

Other Income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from real property as defined in paragraph 2 of Article 6 (Income from Real Property), if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 14 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

ARTICLE 23

Capital

1. (a) Capital represented by real property referred to in Article 6 (Income from Real Property) and situated in a Contracting State may be taxed in that State.

(b) Capital represented by shares, rights, or an interest in a company the assets of which consist at least 50 percent of real property situated in a Contracting State, or derive at least 50 percent of their value, directly or indirectly, from real property situated in a Contracting State, may be taxed in that State.

(c) If and to the extent that the assets of a person other than an individual or a company consist of real property situated in a Contracting State, or derive their value, directly or indirectly, from real property situated in a Contracting State, capital represented by an interest in such person may be taxed in that State.

2. Capital of an individual represented by shares, rights, or an interest (other than shares, rights, or an interest referred to in subparagraph (b) or (c) of paragraph 1) forming part of a substantial interest in a company that is a resident of a Contracting State may be taxed in that State. An individual is considered to have a substantial interest if he or she owns, alone or with related persons, directly or indirectly, shares, rights, or interests the total of which gives right to at least 25 percent of the corporate earnings.

3. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment that an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base that is available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other State.

4. Capital of an enterprise of a Contracting State that operates ships or aircraft in international traffic represented by such ships or aircraft and movable property

pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. All other elements of capital of a resident of a Contracting State are taxable only in that State.

6. Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs of this Article, for the purposes of taxation with respect to the wealth tax referred to in subparagraph (b)(iv) of paragraph 1 of Article 2 (Taxes Covered) of an individual resident of France who is a citizen of the United States and not a French national, the assets situated outside of France that such a person owns on the first of January of each of the five years following the calendar year in which he becomes a resident of France shall be excluded from the base of assessment of the above-mentioned wealth tax relating to each of those five years. If such an individual loses the status of resident of France for a duration of at least three years and again becomes a resident of France, the assets situated outside of France that such a person owns on the first of January of each of the five years following the calendar year in which he again becomes a resident of France shall be excluded from the base of assessment of the tax relating to each of those five years.

ARTICLE 24

Relief From Double Taxation

1. (a) In accordance with the provisions and subject to the limitations of the law of the United States (as

it may be amended from time to time without changing the general principle hereof), the United States shall allow to a citizen or a resident of the United States as a credit against the United States income tax:

(i) the French income tax paid by or on behalf of such citizen or resident; and

(ii) in the case of a United States company owning at least 10 percent of the voting power of a company that is a resident of France and from which the United States company receives dividends, the French income tax paid by or on behalf of the distributing corporation with respect to the profits out of which the dividends are paid.

(b) In the case of an individual who is both a resident of France and a citizen of the United States:

(i) the United States shall allow as a credit against the United States income tax the French income tax paid after the credit referred to in subparagraph (a)(iii) of paragraph 2. However, the credit so allowed against United States income tax shall not reduce that portion of the United States income tax that is creditable against French income tax in accordance with subparagraph (a)(iii) of paragraph 2;

(ii) income referred to in paragraph 2 and income that, but for the citizenship of the

taxpayer, would be exempt from United States income tax under the Convention, shall be considered income from sources within France to the extent necessary to give effect to the provisions of subparagraph (b)(i). The provisions of this subparagraph (b)(ii) shall apply only to the extent that an item of income is included in gross income for purposes of determining French tax. No provision of this subparagraph (b) relating to source of income shall apply in determining credits against United States income tax for foreign taxes other than French income tax as defined in subparagraph (e); and

(c) In the case of an individual who is both a resident and citizen of the United States and a national of France, the provisions of paragraph 2 of Article 29 (Miscellaneous Provisions) shall apply to remuneration and pensions described in paragraph 1 or 2 of Article 19 (Public Remuneration), but such remuneration and pensions shall be treated by the United States as income from sources within France.

(d) If, for any taxable period, a partnership of which an individual member is a resident of France so elects, for United States tax purposes, any income which solely by reason of paragraph 4 of Article 14 is not exempt from French tax under this Article shall be considered income from sources within France. The

amount of such income shall reduce (but not below zero) the amount of partnership earned income from sources outside the United States that would otherwise be allocated to partners who are not residents of France. For this purpose, the reduction shall apply first to income from sources within France and then to other income from sources outside the United States. If the individual member of the partnership is both a resident of France and a citizen of the United States, this provision shall not result in a reduction of United States tax below that which the taxpayer would have incurred without the benefit of deductions or exclusions available solely by reason of his presence or residence outside the United States.

(e) For the purposes of this Article, the term "French income tax" means the taxes referred to in subparagraph (b)(i) or (ii) of paragraph 1 of Article 2 (Taxes Covered), and any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes.

2. In the case of France, double taxation shall be avoided in the following manner:

(a) Income arising in the United States that may be taxed or shall be taxable only in the United States in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the computation of the

French tax where the beneficiary of such income is a resident of France and where such income is not exempted from company tax according to French domestic law. In that case, the United States tax shall not be deductible from such income, but the beneficiary shall be entitled to a tax credit against the French tax.

Such credit shall be equal:

(i) in the case of income other than that referred to in subparagraphs (ii) and (iii), to the amount of French tax attributable to such income;

(ii) in the case of income referred to in Article 14 (Independent Personal Services), to the amount of French tax attributable to such income; however, in the case referred to in paragraph 4 of Article 14 (Independent Personal Services), such credit shall not give rise to an exemption that exceeds the limit specified in that paragraph;

(iii) in the case of income referred to in Article 10 (Dividends), Article 11 (Interest), Article 12 (Royalties), paragraph 1 of Article 13 (Capital Gains), Article 16 (Directors' Fees), and Article 17 (Artistes and Sportsmen), to the amount of tax paid in the United States in accordance with the provisions of the Convention; however, such credit shall not exceed the amount of French tax attributable to such income.

(b) In the case where the beneficial owner of the income arising in the United States is an individual who is both a resident of France and a citizen of the United States, the credit provided in paragraph 2

(a)(i) shall also be granted in the case of:

(i) income consisting of dividends paid by a company that is a resident of the United States, interest arising in the United States, as described in paragraph 5 of Article 11 (Interest), or royalties arising in the United States, as described in paragraph 6 of Article 12 (Royalties), that is derived and beneficially owned by such individual and that is paid by:

(aa) the United States or any political subdivision or local authority thereof; or

(bb) a person created or organized under the laws of a state of the United States or the District of Columbia, the principal class of shares of or interests in which is substantially and regularly traded on a recognized stock exchange as defined in subparagraph (e) of paragraph 6 of Article 30 (Limitation on Benefits of the Convention);
or

(cc) a company that is a resident of the United States, provided that less than 10 percent of the outstanding shares of the

voting power in such company was owned (directly or indirectly) by the resident of France at all times during the part of such company's taxable period preceding the date of payment of the income to the owner of the income and during the prior taxable period (if any) of such company, and provided that less than 50 percent of such voting power was owned (either directly or indirectly) by residents of France during the same period; or

(dd) a resident of the United States, not more than 25 percent of the gross income of which for the prior taxable period (if any) consisted directly or indirectly of income derived from sources outside the United States;

(ii) capital gains derived from the alienation of capital assets generating income described in subparagraph (i); however, such alienation shall be taken into account for the determination of the threshold of taxation applicable in France to capital gains on movable property;

(iii) profits or gains derived from transactions on a public United States options or futures market;

(iv) income dealt with in subparagraph (a) of paragraph 1 of Article 18 (Pensions) to the extent attributable to services performed by the beneficiary of such income while his principal place of employment was in the United States;

(v) income that would be exempt from United States tax under Articles 20 (Teachers and Researchers) or 21 (Students and Trainees) if the individual were not a citizen of the United States; and

(vi) U.S. source alimony and annuities.

The provisions of this subparagraph (b) shall apply only if the citizen of the United States who is a resident of France demonstrates that he has complied with his United States income tax obligations, and subject to receipt by the French tax administration of such certification as may be prescribed by the competent authority of France, or upon request to the French tax administration for refund of tax withheld together with the presentation of any certification required by the competent authority of France.

(c) A resident of France who owns capital that may be taxed in the United States according to the provisions of paragraph 1, 2, or 3 of Article 23 (Capital) may also be taxed in France in respect of such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit equal to the amount of tax paid in the United States on such capital. That tax credit

shall not exceed the amount of the French tax attributable to such capital.

(d) (i) For purposes of this paragraph, the term "resident of France" includes a "société de personnes," a "groupement d'intérêt économique" (economic interest group), or a "groupement européen d'intérêt économique" (European economic interest group) that is constituted in France and has its place of effective management in France.

(ii) The term "amount of French tax attributable to such income" as used in subparagraph (a) means:

(aa) where the tax on such income is computed by applying a proportional rate, the amount of the net income concerned multiplied by the rate which actually applies to that income;

(bb) where the tax on such income is computed by applying a progressive scale, the amount of the net income concerned multiplied by the rate resulting from the ratio of the French income tax actually payable on the total net income in accordance with French law to the amount of that total net income.

(iii) The term "amount of tax paid in the United States" as used in subparagraph (a) means the amount of the United States income tax effectively and definitively borne in respect of

the items of income concerned, in accordance with the provisions of the Convention, by the beneficial owner thereof who is a resident of France. But this term shall not include the amount of tax that the United States may levy under the provisions of paragraph 2 of Article 29 (Miscellaneous Provisions).

(iv) The interpretation of subparagraphs (ii) and (iii) shall apply, by analogy, to the terms "amount of the French tax attributable to such capital" and "amount of tax paid in the United States," as used in subparagraph (c).

(e) (i) Where French domestic law allows companies that are residents of France to determine their taxable profits on a consolidation basis, including the profits or losses of subsidiaries that are residents of the United States or of permanent establishments situated in the United States, the provisions of the Convention shall not prevent the application of that law.

(ii) Where in accordance with its domestic law, France, in determining the taxable profits of residents, permits the deduction of the losses of subsidiaries that are residents of the United States or of permanent establishments situated in the United States and includes the profits of

those subsidiaries or of those permanent establishments up to the amount of the losses so deducted, the provisions of the Convention shall not prevent the application of that law.

(iii) Nothing in the Convention shall prevent France from applying the provisions of Article 209B of its tax code (code général des impôts) or any substantially similar provisions which may amend or replace the provisions of that Article.

ARTICLE 25

Non-Discrimination

1. Individuals who are nationals of a Contracting State and residents of the other Contracting State shall not be subjected in that other State to any taxation or any requirement connected therewith that is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which individuals who are nationals and residents of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment that an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favorably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any

personal allowances, reliefs, and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities that it grants to its own residents. The provisions of this paragraph shall not prevent the application by either Contracting State of the taxes described in paragraph 7 of Article 10 (Dividends).

3. (a) Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9 (Associated Enterprises), paragraph 6 of Article 11 (Interest), or paragraph 7 of Article 12 (Royalties) apply, interest, royalties, and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purposes of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purposes of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

(b) Nothing in this Convention shall prevent the application of Article 212 of the French tax code (code général des impôts) as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof, or of any substantially similar provisions which may be

enacted in addition to or in substitution for that provision (including provisions substantially similar to those applicable in the other Contracting State), to the extent that such application is consistent with the principles of paragraph 1 of Article 9 (Associated Enterprises).

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2 (Taxes Covered), apply to taxes of every kind and description imposed by a Contracting State or a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof.

ARTICLE 26

Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies

provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or national. The case must be presented within three years of the notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of this Convention.

2. The competent authority shall endeavor, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits or other procedural limitations in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavor to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. In particular, they may agree:

(a) to the same attribution of profits to a resident of a Contracting State and its permanent establishment situated in the other Contracting State;

(b) to the same allocation of income between a resident of a Contracting State and any associated enterprise described in paragraph 1 of Article 9 (Associated Enterprises);

(c) to the same determination of the source of particular items of income;

(d) concerning the matters described in subparagraphs (a), (b), and (c) of this paragraph with respect to past or future years; or

(e) to increase the money amounts referred to in Articles 17 (Artistes and Sportsmen) and 21 (Students and Trainees) to reflect economic or monetary developments.

They may also agree to eliminate double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable for the purpose of reaching agreement, the competent authorities or their representatives may meet together for an oral exchange of opinions.

6. If an agreement cannot be reached by the competent authorities pursuant to the previous paragraphs of this Article, the case may, if both competent authorities and the taxpayer agree, be submitted for arbitration, provided that the taxpayer agrees in writing to be bound by the decision of the arbitration board. The competent authorities may release to the arbitration board such information as is necessary for carrying out the arbitration procedure. The decision of the arbitration board shall be binding on the

taxpayer and on both States with respect to that case. The procedures, including the composition of the board, shall be established between the Contracting States by notes to be exchanged through diplomatic channels after consultation between the competent authorities. The provisions of this paragraph shall not have effect until the date specified in the exchange of diplomatic notes.

ARTICLE 27

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is pertinent for carrying out the provisions of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1 (Personal Scope). Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment, collection, or administration of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by this Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply particulars that are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information that would disclose any trade, business, industrial, commercial, or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

3. The exchange of information shall be on request with reference to particular cases, or spontaneous, or on a routine basis. The competent authorities of the Contracting States shall agree on the list of information which shall be furnished on a routine basis.

4. (a) If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall obtain the information to which the request relates in the same manner and to the same extent as if its own taxation were involved, notwithstanding the fact that the other State may not, at that time, need such information for purposes of its own tax.

(b) If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall, if possible, provide information under this Article in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts, and writings), to the same extent such depositions and documents can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

(c) A Contracting State shall allow representatives of the other Contracting State to enter the first-mentioned State to interview taxpayers and look at and copy their books and records, but only after obtaining the consent of those taxpayers and the competent authority of the first-mentioned State (who may be present or represented, if desired), and only if the two Contracting States agree, in an exchange of diplomatic notes, to allow such inquiries on a reciprocal basis. Such inquiries shall not be considered audits for purposes of French domestic law.

5. Notwithstanding the provisions of Article 2 (Taxes Covered), all taxes imposed on behalf of a Contracting State shall be considered as taxes covered by the Convention for purposes of this Article.

ARTICLE 28

Assistance in Collection

1. The Contracting States undertake to lend assistance and support to each other in the collection of the taxes to which this Convention applies (together with interest, costs, and additions to the taxes and fines not being of a penal character) in cases where the taxes are definitively due according to the laws of the State making the application.

2. Revenue claims of each of the Contracting States which have been finally determined will be accepted for enforcement by the State to which application is made and collected in that State in accordance with the laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes.

3. The application will be accompanied by such documents as are required by the laws of the State making the application to establish that the taxes have been finally determined.

4. If the revenue claim has not been finally determined, the State to which application is made will take such measures of conservancy (including measures with respect to transfer of property of nonresident aliens) as are authorized by its laws for the enforcement of its own taxes.

5. The assistance provided for in this Article shall not be accorded with respect to citizens, companies, or

other entities of the Contracting State to which application is made except in cases where the exemption from or reduction of tax or the payment of tax credits provided for in paragraph 4 of Article 10 (Dividends) granted under the Convention to such citizens, companies, or other entities has, according to mutual agreement between the competent authorities of the Contracting States, been enjoyed by persons not entitled to such benefits.

ARTICLE 29

Miscellaneous Provisions

1. The Convention shall not restrict in any manner any exclusion, exemption, deduction, credit, or other allowance now or hereafter accorded by

(a) the laws of:

(i) the United States;

(ii) France, in the case of a resident (within the meaning of Article 4 (Resident)) or citizen of the United States. However, notwithstanding the preceding sentence, the provisions of paragraph 5 of Article 6 (Income from Real Property), Article 19 (Public Remuneration), Article 20 (Teachers and Researchers), and Article 24 (Relief from Double Taxation) shall apply, regardless of any exclusion, exemption, deduction, credit, or other allowance accorded by the laws of France; or

(b) by any other agreement between the Contracting States.

2. Notwithstanding any provision of the Convention except the provisions of paragraph 3, the United States may tax its residents, as determined under Article 4 (Resident), and its citizens as if the Convention had not come into effect. For this purpose, the term "citizen" shall include a former citizen whose loss of citizenship had as one of its principal purposes the avoidance of income tax, but only for a period of 10 years following such loss.

3. The provisions of paragraph 2 shall not affect:

(a) the benefits conferred under paragraph 2 of Article 9 (Associated Enterprises), under paragraph 1(b) of Article 18 (Pensions), and under Articles 24 (Relief From Double Taxation), 25 (Non-Discrimination), and 26 (Mutual Agreement Procedure); and

(b) the benefits conferred under Articles 19 (Public Remuneration), 20 (Teachers and Researchers), 21 (Students and Trainees), and 31 (Diplomatic and Consular Officers), upon individuals who are neither citizens of, nor have immigrant status in, the United States.

4. Notwithstanding the provisions of Article 2 (Taxes Covered), any transaction in which an order for the purchase, sale, or exchange of stocks or securities originates in one Contracting State and is executed through a stock exchange in the other Contracting State shall be

exempt in the first-mentioned State from stamp or like tax otherwise arising with respect to such transaction.

5. A resident of a Contracting State that maintains one or several abodes in the other Contracting State shall not be subject in that other State to an income tax according to an "imputed income" based on the rental value of that or those abodes.

6. Nothing in this Convention shall affect the U.S. taxation of an excess inclusion with respect to a residual interest in a real estate mortgage investment conduit under section 860G of the Internal Revenue Code, as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof.

7. For purposes of the taxation by France of residents of France who are citizens of the United States:

(a) benefits other than capital gain received by reason of the exercise of options with respect to shares of companies resident in the United States shall be considered income when and to the extent that the exercise of the option or disposition of the stock gives rise to ordinary income for United States tax purposes;

(b) United States state and local income taxes on income from personal services and any other business income (except income that is exempt under subparagraph 2(a)(i) or (ii) of Article 24 (Relief from Double Taxation)) shall be allowed as business expenses.

8. Notwithstanding the provisions of subparagraph 1(b):

(a) Notwithstanding any other agreement to which the Contracting States may be parties, a dispute concerning whether a measure is within the scope of this Convention shall be considered only by the competent authorities of the Contracting States, as defined in subparagraph 1(h) of Article 3 (General Definitions) of this Convention, and the procedures under this Convention exclusively shall apply to the dispute.

(b) Unless the competent authorities determine that a taxation measure is not within the scope of this Convention, the nondiscrimination obligations of this Convention exclusively shall apply with respect to that measure, except for such national treatment or most-favored-nation obligations as may apply to trade in goods under the General Agreement on Tariffs and Trade.¹ No national treatment or most-favored-nation obligation under any other agreement shall apply with respect to that measure.

(c) For the purpose of this paragraph, a "measure" is a law, regulation, rule, procedure, decision, administrative action, or any other form of measure.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 55, p. 187.

ARTICLE 30

Limitation on Benefits of the Convention

1. A resident of a Contracting State that derives income from the other Contracting State shall be entitled in that other State to all of the benefits of this Convention only if such resident is one of the following:

(a) an individual;

(b) a Contracting State, a political subdivision (in the case of the United States) or local authority thereof, or an agency or instrumentality of that State, subdivision, or authority;

(c) a company meeting one of the following conditions:

(i) the principal class of its shares is listed on a recognized securities exchange located in either Contracting State and is substantially and regularly traded on one or more recognized securities exchanges;

(ii) more than 50 percent of the aggregate vote and value of its shares is owned, directly or indirectly, by any combination of companies that are resident in either Contracting State, the principal classes of the shares of which are listed and traded as described in subparagraph (c)(i), persons referred to in subparagraph (b), and companies of which more than 50 percent of the aggregate vote and value is owned by persons referred to in subparagraph (b);

(iii) (aa) at least 30 percent of the aggregate vote and value of its shares is owned, directly or indirectly, by any combination of companies that are resident in the first-mentioned Contracting State, the principal classes of the shares of which are listed and traded as described in subparagraph (c)(i), persons referred to in subparagraph (b), and companies of which more than 50 percent of the aggregate vote and value of their shares is owned by persons referred to in subparagraph (b); and

(bb) at least 70 percent of the aggregate vote and value of its shares is owned, directly or indirectly, by any combination of companies that are residents of either Contracting State or of one or more member states of the European Union, the principal classes of shares of which are listed and substantially and regularly traded on one or more recognized stock exchanges, persons referred to in subparagraph (b), companies of which more than 50 percent of the aggregate vote and value of their shares is owned by persons referred to in subparagraph (b), one or more member states of the European Union, political subdivisions or local authorities thereof, or agencies or

instrumentalities of those member states, subdivisions, or authorities, and companies of which more than 50 percent of the aggregate vote and value of their shares is owned by such member states, subdivisions, authorities, or agencies or instrumentalities;

(d) a person, if 50 percent or more of the beneficial interest in such person (or, in the case of a company, 50 percent or more of the vote and value of the company's shares) is not owned, directly or indirectly, by persons that are not qualified persons, and:

(i) less than 50 percent of the gross income of such person is used, directly or indirectly, to make deductible payments to persons that are not qualified persons; or

(ii) less than 70 percent of such gross income is used, directly or indirectly, to make deductible payments to persons that are not qualified persons and less than 30 percent of such gross income is used, directly or indirectly, to make deductible payments to persons that are neither qualified persons nor residents of member states of the European Union;

(e) a pension trust or an organization referred to in subparagraph (b)(ii) of paragraph 2 of Article 4 (Resident), provided that more than half of its

beneficiaries, members, or participants, if any, are qualified persons; or

(f) an investment entity referred to in subparagraph (b)(iii) of paragraph 2 of Article 4 (Residence), provided that more than half of the shares, rights, or interests in such entity is owned by qualified persons.

2. (a) A resident of a Contracting State shall also be entitled to the benefits of the Convention with respect to income derived from the other Contracting State if:

(i) such resident is engaged in the active conduct of a trade or business in the first-mentioned State (other than the business of making or managing investments, unless the activities are banking or insurance activities carried on by a bank or insurance company);

(ii) the income is connected with or incidental to the trade or business in the first-mentioned State; and

(iii) the trade or business is substantial in relation to the activity in the other State that generated the income.

(b) For purposes of subparagraph (a), whether the trade or business of the resident in the first-mentioned State is substantial in relation to the activity in the other State will be determined based on all of the facts and circumstances. In any case,

however, the trade or business will be deemed substantial if, for the first preceding taxable period or for the average of the three preceding taxable periods, each of the following ratios equals at least 7.5 percent and the average of the ratios exceeds 10 percent:

(i) the ratio of the value of assets used or held for use in the conduct of the trade or business of the resident in the first-mentioned State to the value of assets used or held for use in the conduct of the activity in the other State;

(ii) the ratio of the gross income derived from the conduct of the trade or business of the resident in the first-mentioned State to the gross income derived from the conduct of the activity in the other State;

(iii) the ratio of the payroll expense of the trade or business of the resident in the first-mentioned State for services performed in that State to the payroll expense of the activity in the other State for services performed in that other State.

In determining the above ratios, assets, income, and payroll expense shall be taken into account only to the extent of the resident's direct or indirect ownership interest in the activity in the other State. If neither the resident nor any of its associated enterprises has an ownership interest in the activity

in the other State, the resident's trade or business in the first-mentioned State shall be considered substantial in relation to such activity.

3. A resident of a Contracting State shall also be entitled to the benefits of this Convention if that resident functions as a headquarter company for a multinational corporate group.

4. A company resident in a Contracting State shall also be entitled to the benefits of the Convention in respect of income referred to in Articles 10 (Dividends), 11 (Interest), or 12 (Royalties) if:

(a) more than 30 percent of the aggregate vote and value of all of its shares is owned, directly or indirectly, by qualified persons resident in that State;

(b) more than 70 percent of all such shares is owned, directly or indirectly, by any combination of one or more qualified persons and persons that are residents of member states of the European Union; and

(c) such company meets the base reduction test described in subparagraphs (d)(i) and (ii) of paragraph 1.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 through 4, where an enterprise of a Contracting State that is exempt from tax in that State on the profits of its permanent establishments which are not situated in that State derives income from the other Contracting State, and that income is attributable to a permanent establishment

which that enterprise has in a third jurisdiction, the tax benefits that would otherwise apply under the other provisions of the Convention will not apply to any item of income on which the combined tax in the first-mentioned State and in the third jurisdiction is less than 60 percent of the tax that would be imposed in the first-mentioned State if the income were earned in that State by the enterprise and were not attributable to the permanent establishment in the third jurisdiction. Any dividends, interest, or royalties to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax in the other State at a rate not exceeding 15 percent of the gross amount thereof. Any other income to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax under the provisions of the domestic law of the other Contracting State, notwithstanding any other provision of the Convention. The provisions of this paragraph shall not apply if:

(a) the income derived from the other Contracting State is in connection with or incidental to the active conduct of a trade or business carried on by the permanent establishment in the third jurisdiction (other than the business of making or managing investments unless these activities are banking or insurance activities carried on by a bank or insurance company); or

(b) when France is the first-mentioned State, France taxes the profits of such permanent establishment according to the provisions of its

domestic law referred to in subparagraph (e)(iii) of paragraph 2 of Article 24 (Relief from Double Taxation) or the United States taxes such profits according to the provisions of subpart F of part II of subchapter N of chapter 1 of subtitle A of the Internal Revenue Code, as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof.

6. The following definitions shall apply for purposes of this Article:

(a) The reference in subparagraphs (c)(ii) and (c)(iii) of paragraph 1 to shares that are owned "directly or indirectly" shall mean that all companies in the chain of ownership must be residents of a Contracting State or of a member state of the European Union, as defined in subparagraph (d) of paragraph 6.

(b) The term "gross income," as used in subparagraph (d) of paragraph 1, means gross income for the first taxable period preceding the current taxable period, provided that the amount of gross income for the first taxable period preceding the current taxable period shall be deemed to be no less than the average of the annual amounts of gross income for the four taxable periods preceding the current taxable period.

(c) The term "deductible payments" as used in subparagraph (d) of paragraph 1 includes payments for interest or royalties, but does not include payments at arm's length for the purchase or use of or the right to use tangible property in the ordinary course of

business or remuneration at arm's length for services performed in the Contracting State in which the person making such payments is a resident. Types of payments may be added to, or eliminated from, the exceptions mentioned in the preceding definition of "deductible payments" by mutual agreement of the competent authorities.

(d) The term "resident of a member state of the European Union," as used in paragraph 1, means a person that would be entitled to the benefits of a comprehensive income tax convention in force between any member state of the European Union and the Contracting State from which the benefits of this Convention are claimed, provided that if such convention does not contain a comprehensive Limitation on Benefits article (including provisions similar to those of subparagraphs (c) and (d) of paragraph 1 and paragraph 2 of this Article), the person would be entitled to the benefits of this Convention under the principles of paragraph 1 if such person were a resident of one of the Contracting States under Article 4 (Resident) of this Convention.

(e) The term "recognized securities exchange" as used in paragraph 1 means:

(i) the NASDAQ System owned by the National Association of Securities Dealers, Inc. and any stock exchange registered with the U.S. Securities and Exchange Commission as a national securities

exchange for purposes of the U.S. Securities Exchange Act of 1934;

(ii) the French stock exchanges controlled by the "Commission des opérations de bourse," and the stock exchanges of Amsterdam, Brussels, Frankfurt, Hamburg, London, Madrid, Milan, Sydney, Tokyo, and Toronto;

(iii) any other stock exchanges agreed upon by the competent authorities of both Contracting States.

(f) The term "qualified person" as used in paragraphs 1 and 4 means any person that is entitled to the benefits of the Convention under paragraph 1 or who is a citizen of the United States;

(g) the term "engaged in the active conduct of a trade or business" as used in paragraph 2 applies to a person that is directly so engaged or is a partner in a partnership that is so engaged, or is so engaged through one or more associated enterprises (wherever resident);

(h) the term "headquarter company" as used in paragraph 3 means a person fulfilling the following conditions:

(i) it provides in the Contracting State of which it is a resident a substantial portion of the overall supervision and administration of a

multinational corporate group, which may include, but cannot be principally, group financing;

(ii) the corporate group consists of companies that are resident in, and engaged in an active business in, at least five countries, and the business activities carried on in each of the five countries (or five groupings of countries) generate at least 10 percent of the gross income of the group;

(iii) the business activities carried on in any one country other than the Contracting State of which the headquarter company is a resident generate less than 50 percent of the gross income of the group;

(iv) no more than 25 percent of its gross income is derived from the other State;

(v) it has, and exercises, independent discretionary authority to carry out the functions referred to in subparagraph (i);

(vi) it is subject to the same income taxation rules in the Contracting State of which it is a resident as persons described in paragraph 2; and

(vii) the income derived in the other Contracting State either is derived in connection with, or is incidental to, the active business referred to in subparagraph (ii).

If the gross income requirements of subparagraph (ii), (iii), or (iv) of this paragraph are not fulfilled, they will be deemed to be fulfilled if the required ratios are met when calculated on the basis of the average gross income of the headquarters company and the average gross income of the group for the preceding four taxable periods.

7. A resident of a Contracting State that is not entitled to the benefits of the Convention under the provisions of the preceding paragraphs of this Article shall, nevertheless, be granted the benefits of the Convention if the competent authority of the other Contracting State determines, upon such person's request,

(a) that the establishment, acquisition, or maintenance of such person and the conduct of its operations did not have as one of its principal purposes the obtaining of benefits under the Convention, or

(b) that it would not be appropriate, having regard to the purpose of this Article, to deny the benefits of the Convention to such person.

The competent authority of the other Contracting State shall consult with the competent authority of the first-mentioned State before denying the benefits of the Convention under this paragraph.

8. The competent authorities of the Contracting States may consult together with a view to developing a

commonly agreed application of the provisions of this Article.

ARTICLE 31

Diplomatic and Consular Officers

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of Article 4 (Resident), an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post, or permanent mission of a Contracting State that is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State if he is liable therein to the same obligations in relation to tax on his total income or capital as are residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof, or to persons who are members of a diplomatic mission, consular post, or permanent mission of a third State, who are present in a Contracting State and are not liable in either Contracting State to the same obligations in respect of taxes on income or on capital as are residents of that State.

ARTICLE 32

Provisions for Implementation

1. Notwithstanding the provisions of subparagraph 4(i) of Article 10 (Dividends) and of paragraph 8 of Article 30 (Limitation on Benefits of the Convention), the competent authorities of the Contracting States may prescribe rules and procedures, jointly or separately, to determine the mode of application of the provisions of this Convention.

2. The requirements to which a resident of a Contracting State may be subjected in order to obtain in the other Contracting State the tax reductions, exemptions, or other advantages provided for by the Convention shall, unless otherwise settled, jointly or separately, by the competent authorities, include the presentation of a form providing the nature and the amount or value of the income or capital concerned, the residence of the taxpayer, and other relevant information. If so agreed by the competent authorities, the form shall include such certification by the tax administration of the first-mentioned State as may be prescribed by them.

ARTICLE 33

Entry Into Force

1. The Contracting States shall notify each other when their respective constitutional and statutory requirements for the entry into force of this Convention have been satisfied. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the later of such notifications.

2. The provisions of the Convention shall have effect:

(a) in respect of taxes withheld at source on dividends, interest, and royalties and the U.S. excise tax on insurance premiums paid to foreign insurers, for amounts paid or credited on or after the first day of the second month next following the date on which the Convention enters into force;

(b) in respect of other taxes on income, for taxable periods beginning on or after the first day of January of the year following the year in which the Convention enters into force; and

(c) in respect of taxes not mentioned in subparagraph (a) or (b), for taxes on taxable events occurring on or after the first day of January of the year following the year in which the Convention enters into force.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

(a) the provisions of subparagraph (e) of paragraph 4 of Article 10 (Dividends) and of Article 12 (Royalties) shall have effect for dividends and royalties paid or credited on or after the first day of January 1991;

(b) The provisions of Article 26 shall apply in respect of cases presented to the competent authorities on or after the date of entry into force of the Convention.

4. The Convention Between the United States of America and the French Republic with Respect to Taxes on Income and Property, Signed on July 28, 1967¹ and Amended by Protocols of October 12, 1970,² November 24, 1978,³ January 17, 1984⁴ and June 16, 1988⁵ and the exchanges of letters attached thereto shall cease to have effect from the date on which the provisions of this Convention become effective in accordance with the provisions of this Article.

ARTICLE 34

Termination

This Convention shall remain in force indefinitely. However, either Contracting State may terminate the Convention by giving notice of termination through diplomatic channels at least six months before the end of any calendar year after the expiration of a period of five years from the date on which the Convention enters into force. In such event, the Convention shall cease to have effect:

(a) in respect of taxes withheld at source on dividends, interest, and royalties and the U.S. excise tax on insurance premiums paid to foreign insurers, for amounts paid or credited on or after the first day of January next following the expiration of the six-month period;

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 719, p. 31.

² *Ibid.*, vol. 823, p. 426.

³ *Ibid.*, vol. 1177, p. 357.

⁴ *Ibid.*, vol. 1435, p. 338.

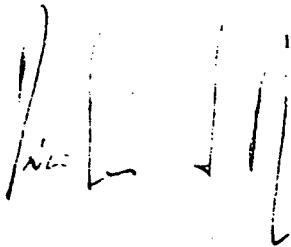
⁵ *Ibid.*, vol. 1546, p. 354.

(b) in respect of other taxes on income, for taxable periods beginning on or after the first day of January next following the expiration of the six-month period; and

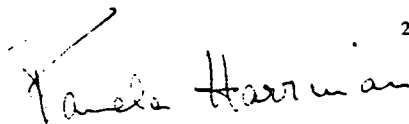
(c) in respect of taxes not described in subparagraph (a) or (b), for taxes on taxable events occurring on or after the first day of January of the year following the expiration of the six-month period.

DONE at Paris, this 31st day of August, 1994, in duplicate, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:



For the Government
of the United States of America:

 ²

¹ Nicolas Sarkozy.

² Pamela Harriman.

ÉCHANGES DE NOTES — EXCHANGES OF NOTES

I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU BUDGET
LE MINISTRE

Madame l'Ambassadeur,

Me référant à la Convention fiscale, signée ce jour, entre la France et les Etats-Unis, je souhaite, d'ordre de mon Gouvernement, vous proposer une position commune sur les deux points suivants.

En ce qui concerne le iv) du b) du paragraphe 2 de l'article 4 (Résident), dans la mesure où les associés ou membres d'une société de personnes, d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique constitué en France, qui a son siège de direction effective en France et qui n'y est pas soumis à l'impôt sur les sociétés, sont des résidents d'un Etat tiers, l'assujettissement à l'impôt des Etats-Unis dans le cas de cette société de personnes ou de ce groupement est déterminé conformément à la convention fiscale en matière d'impôts sur le revenu, s'il en existe une, entre les Etats-Unis et cet Etat tiers, étant précisé que la société de personnes ou le groupement est traité comme un "partnership" aux fins de l'impôt des Etats-Unis pour l'octroi des avantages de cette convention avec l'Etat tiers.

En ce qui concerne l'application de l'article 8 (Navigation maritime et aérienne), nonobstant l'article 2 selon lequel la Convention ne s'applique qu'aux impôts nationaux des deux Etats, la France accepte que les entreprises des Etats-Unis qui exploitent des navires ou des aéronefs en trafic international soient dégreévées d'office de la taxe professionnelle due en France à raison de cette exploitation, à condition que les entreprises de France qui exploitent des navires ou des aéronefs en trafic international ne soient pas soumises aux Etats-Unis, à raison de cette exploitation, aux impôts des Etats membres sur le revenu.

Je vous serais obligé de me confirmer que ce qui précède recueille l'agrément de votre Gouvernement. Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse constitueront l'accord de nos deux Gouvernements sur ces points, accord qui fera partie intégrante de la Convention.

Paris, le 31 août 1994

[TRANSLATION — TRADUCTION]

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF BUDGET
THE MINISTER

Excellency,

In connection with, etc.

[*See note II*]

If this is in accord, etc.

Paris, 31 August 1994

II

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

Excellency,

I have the honor to acknowledge receipt of your Note of today's date which reads as follows:

"In connection with the Income Tax Convention between France and the United States, signed today, I should like, on behalf of my Government, to propose to you a common position with respect to the two following points.

With respect to the provisions of subparagraph 2 (b) (iv) of Article 4 (Resident), to the extent that the members of a "societe de personnes," a "groupement d'interet economique" (economic interest group) or a "groupement europeen d'interet economique" (European economic interest group) that is constituted in France and has its place of effective management in France and that is not subject to company tax therein are residents of a third State, the U.S. income tax liability in the case of such "societe de personnes" or group shall be determined under the U.S. Income Tax Convention, if any, with that third State, it being understood that such

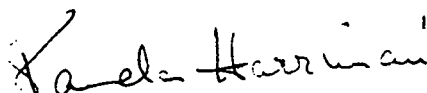
"societe de personnes" or group shall be treated as a partnership for the purposes of U.S. tax benefits under that Convention.

With respect to the application of Article 8 (Shipping and Air Transport), notwithstanding Article 2, under which the Convention applies only to taxes imposed by the national governments, France agrees that enterprises of the United States that operate ships or aircraft in international traffic shall be automatically relieved from the "taxe professionnelle" in France in respect of such operations, provided that enterprises of France that operate ships or aircraft in international traffic are not subject to state income taxes in the United States in respect of such operations.

If this is in accord with your understanding, I would appreciate a confirmation from you to this effect. If so, this understanding and your reply agreeing to its terms shall constitute an integral part of the Convention."

I have the honor to confirm the agreement of my Government on the preceding points.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, reading "Pamela Harriman". The signature is written in a cursive style with a large initial "P" and a long, sweeping underline.

Embassy of the United States of America
Paris

31th August 1994

¹ Pamela Harriman.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour dont le texte est le suivant :

[*Voir note I*]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, etc.

PAMELA HARRIMAN

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
Paris

31 août 1994

Ia

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

Excellency,

I have the honor to refer to the Income Tax Convention between the United States and France, signed today.

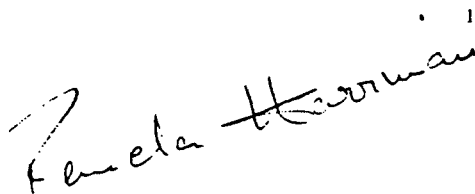
During the course of discussions leading to the development of the Convention, the United States and French delegations agreed that nothing in paragraph 5 of Article 11 (Interest) shall be understood to prevent or limit the application by a Contracting State of its internal law, or of its income tax treaty with a third State, with respect to interest paid by a permanent establishment located in that Contracting State. The provisions of internal law referred to in the preceding sentence are, in the case of the United States, those provisions of the Internal Revenue Code that impose a tax on interest described in section 884(f)(1)(A) of such Code, and in the case of France articles 119 bis and 125 A of the code general des impôts.

The United States and French delegations further agreed that the term "business property," as used in paragraph 3 of Article 13 (Capital Gains) and

paragraph 3 of Article 23 (Capital), has a narrower meaning in some cases than does the term "assets," as used in paragraph 2 of Article 13 and paragraph 1 of Article 23, notwithstanding that the single French term "actif" is used throughout.

If this is in accord with your understanding, I would appreciate a confirmation from you to this effect. If so, this understanding and your reply agreeing to its terms shall constitute an integral part of the Convention.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, reading "Pamela Harriman". The signature is written in a cursive style with a large initial "P".

Embassy of the United States of America
Paris

31th August 1994

¹ Pamela Harriman.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON

J'ai l'honneur de me référer, etc.

[*Voir note II a*]

Je vous prie d'agréer, etc.

PAMELA HARRIMAN

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
Paris

31 août 1994

II a

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU BUDGET
LE MINISTRE

Madame l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont le texte est le suivant :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention fiscale, signée ce jour, entre la France et les Etats-

Au cours des discussions qui ont abouti à la mise au point de cette Convention, les délégations de la France et des Etats-Unis sont convenues que rien dans le paragraphe 5 de son article 11 (intérêts) ne peut être interprété comme empêchant ou limitant l'application par un Etat contractant de sa législation interne ou de sa convention fiscale avec un Etat tiers, en ce qui concerne les intérêts payés par un établissement stable situé dans cet Etat contractant à un résident d'un Etat tiers.

Les dispositions de la législation interne auxquelles se réfère la phrase précédente sont, dans le cas des Etats-Unis, les dispositions de l'"Internal Revenue Code" relatives à l'imposition des intérêts définie à la section 884 (f)(1)(A) de ce code, et, dans le cas de la France, les articles 119 bis et 125 A du code général des impôts.

Les délégations des Etats-Unis et de la France sont convenues en outre que l'expression "business property" employée au paragraphe 3 de l'article 13 (Gains en capital) et au paragraphe 3 de l'article 23 (Fortune) peut avoir un sens plus étroit que le terme "assets" employé au paragraphe 2 de l'article 13 et au paragraphe 1 de l'article 23, bien que le terme français "actif" soit utilisé dans tous les cas.

Je vous serais obligé de me confirmer que ce qui précède recueille votre agrément. Dans l'affirmative, cette lettre et votre réponse constitueront l'accord de nos deux Gouvernements sur ce point, accord qui fera partie intégrante de la Convention."

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Paris, le 31 août 1994

[TRANSLATION — TRADUCTION]

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF BUDGET
THE MINISTER

Excellency,

I have the honor to acknowledge receipt of your note of today's date which reads as follows:

[*See note I a*]

I have the honor to confirm the agreement of my Government on the preceding points.

Paris, 31 August 1994
